

VILLE  
DE  
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS  
Canton de Baume les Dames  
Arrondissement de Besançon  
**COMMUNE DE BAUME LES  
DAMES**

(N°INSEE : 25047)

**Nombre de membres**

- En exercice : 29
- Présents : 18
- Votants : 26
- Ayant donné procuration : 8
- Absents : 3

**Date de convocation**

22/02/2023

**Date d'affichage**

07/03/2023

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**Séance du 28 février 2023**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le VINGT HUIT FEVRIER, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de FEVRIER.

**Etaient présents (18) :**

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLLOT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Frédéric SERGENT, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Florian CORDIER, Camille LIARD.

**Procurations données (8) :**

Gérard GLEIZE donne pouvoir à Arnaud MARTHEY  
Colette ROMANENS donne pouvoir à Francine COUDON  
Annie GIRARDAT donne pouvoir à Christian BASSENNE  
Emmanuelle WISSANG-GIRARD donne pouvoir à Emilie GOGAND  
Christian LANIER donne pouvoir à Julien BOILLLOT  
Thomas VIGREUX donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF  
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Laure THIEBAUT  
Soazig BONFILS donne pouvoir à Marie-Christine DURAI

**Absents (3) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Charline BARDEY

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Marie-Christine DURAI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

**Délibération n° B03/2023**

**Objet : DOB**

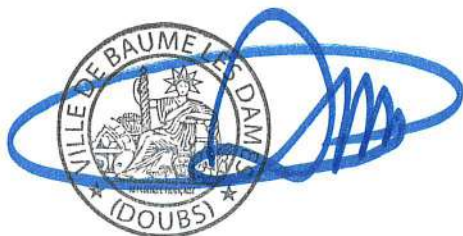
Conformément à l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Maire des communes de plus de 3 500 habitants doit présenter au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal.

**Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.**

**Vote du Conseil :**

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

Le Maire,  
Arnaud MARTHEY







**Baume**lesDames

# **DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023**

**Mardi 28/02/2023**

## **Sommaire**

1. **RAPPELS JURIDIQUES** : page 3
2. **LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET LÉGISLATIF** : page 4
3. **LE CONTEXTE LOCAL** : page 14

## 1 – RAPPELS JURIDIQUES

**Les débats et discussions sur les orientations budgétaires représentent une étape essentielle de la procédure budgétaire et doivent permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d'éclairer leur choix lors du vote du budget primitif.**

- Conformément à l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le maire des communes de plus de 3 500 habitants doit présenter au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.
- Suivant l'article D2312-3 du CGCT, le rapport comporte les informations suivantes :
  - Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement
  - La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes
  - Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette

Ces informations permettront l'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

## 2 - LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET LEGISLATIF

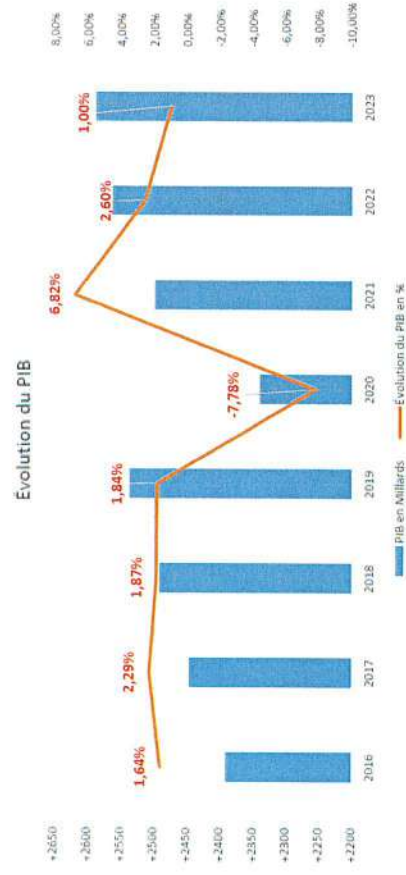
### ■ Perspectives de l'économie 2023

Les trois dernières années ont été marquées par une succession de crises, et malgré une embellie économique constatée début 2022 le produit intérieur brut de la France retrouve un niveau comme avant la pandémie. La guerre en Ukraine, la hausse des coûts de l'énergie ont stoppé la reprise envisagée fin 2021 et relancé l'inflation à des niveaux jamais atteints depuis les années 1970/1980.

Le rythme de la croissance mondiale devrait ralentir à 1,7 % en 2023, soit son troisième niveau le plus faible en quasiment trente ans, derrière les récessions mondiales de 2009 et 2020. Ce ralentissement est dû en partie au resserrement des politiques budgétaires et monétaires visant à juguler la forte inflation. Tout choc défavorable, tel qu'une aggravation de l'inflation, un durcissement des politiques économiques ou des tensions financières, pourrait plonger l'économie mondiale dans la récession.

La croissance française devrait se limiter à 1 % en 2023 traduisant le ralentissement important de l'économie compte tenu des tensions géopolitiques, de l'inflation actuelle et des marges de manœuvre budgétaire qui deviendront de plus en plus réduites en raison du déficit persistant des administrations publiques, de la croissance de la dette et de la hausse des taux d'intérêt.

### UNE HAUSSE DU PIB RALENTIE POUR 2023



## I Macro-économie

### Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale



Source : [Indices Insee](#), calculs La Banque Postale

### Estimations T3 2022

Indice de prix de la dépense communale (4T/4T) : **+ 7,2 %**

Indice de prix de la dépense communale hors charges financières (4T/4T) : **+ 6,5 %**

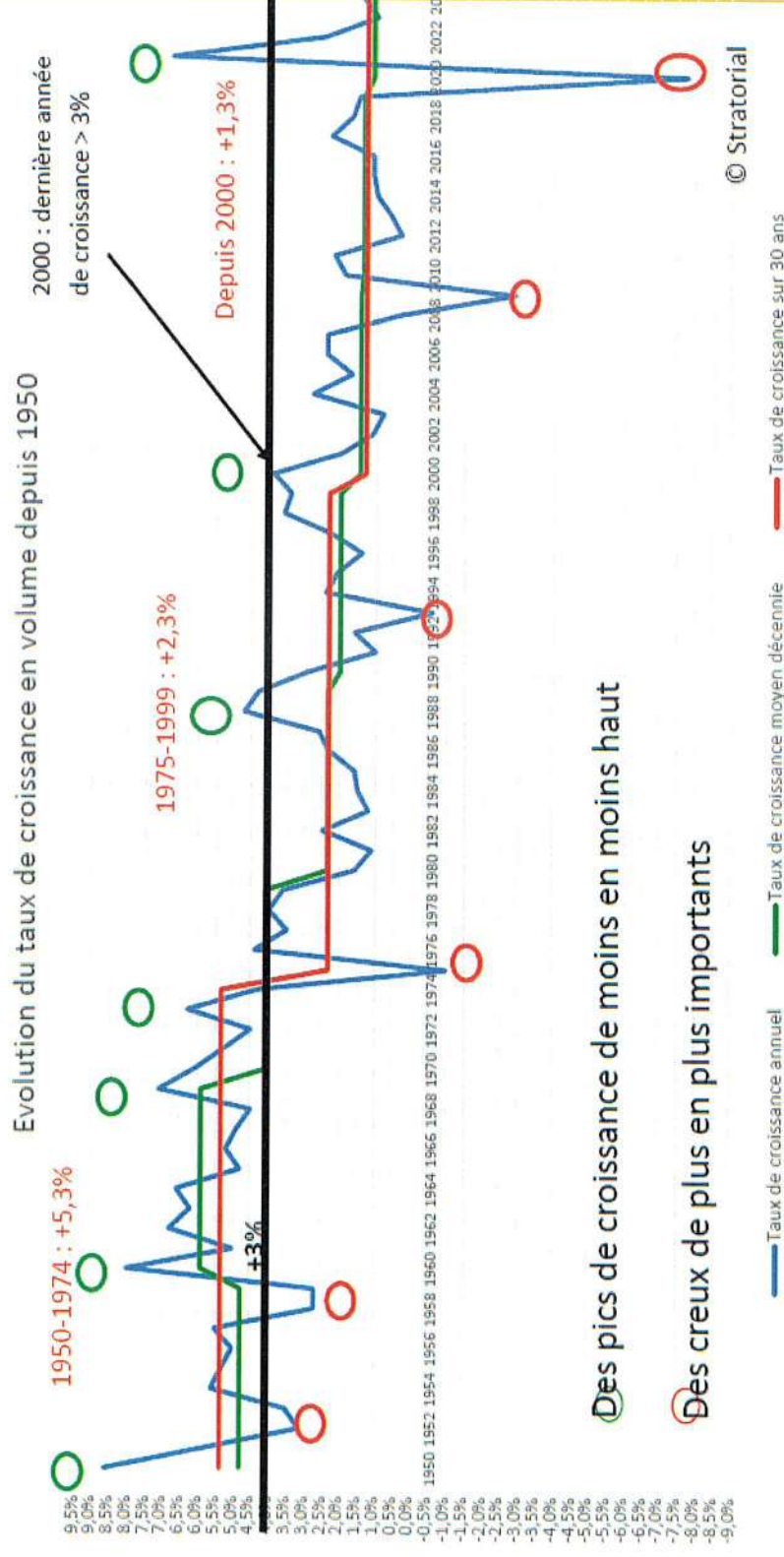
Indice de prix à la consommation hors tabac (4T/4T) : **+ 4,5 %**



Retrouvez une analyse plus complète :  
<https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/etudes/etudes-finances-locales.html>

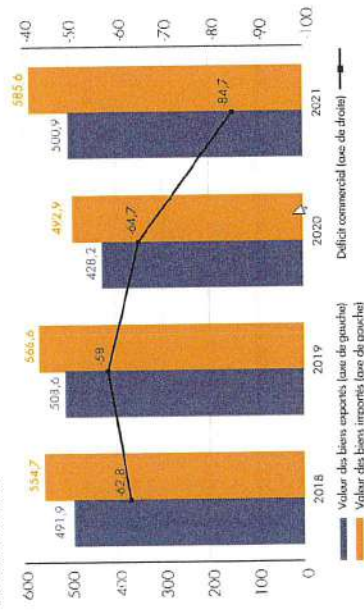


# UN AFFAISSEMENT DE LA CROISSANCE SUR LE LONG TERME



# EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

CHIFFRES DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE  
EN MILLIARDS D'EUROS



- L'évolution du déficit public

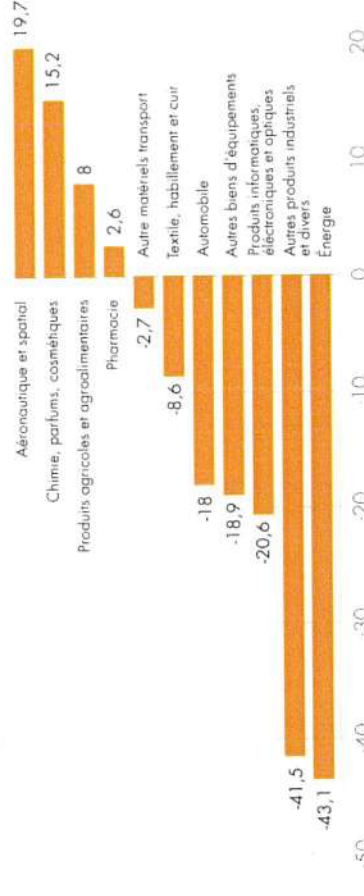
## LA TRAJECTOIRE DU DÉFICIT PUBLIC

Comparaison et évolution de la trajectoire du déficit



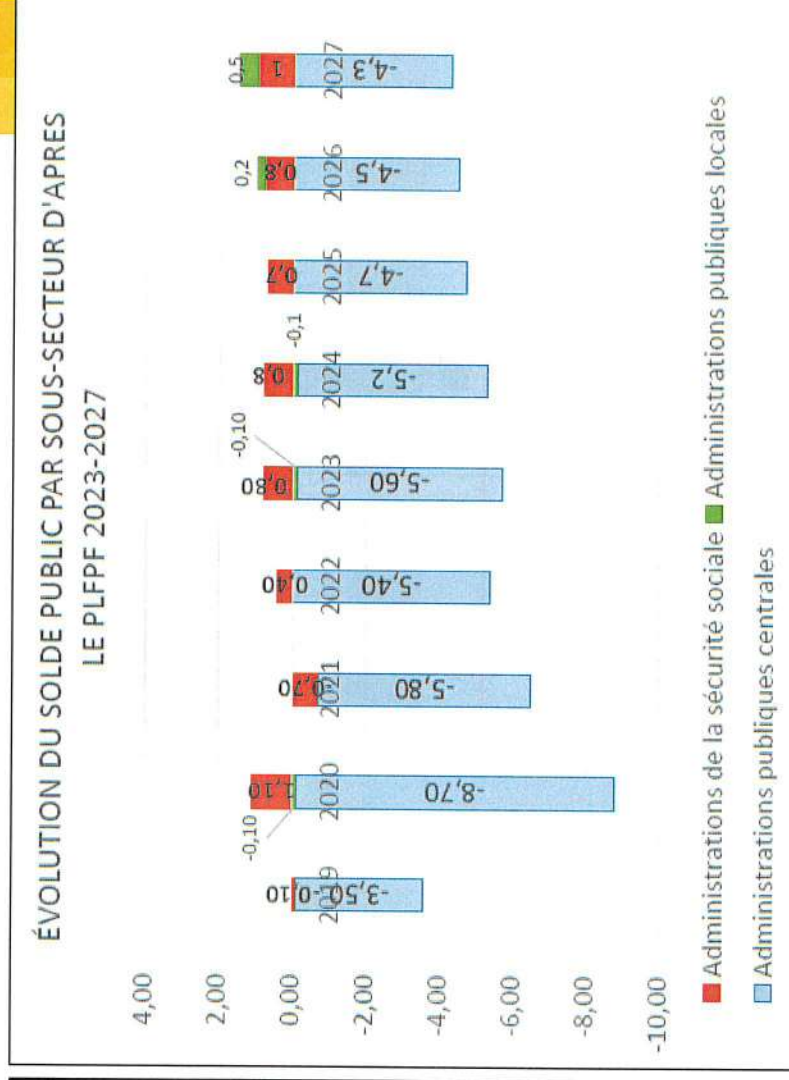
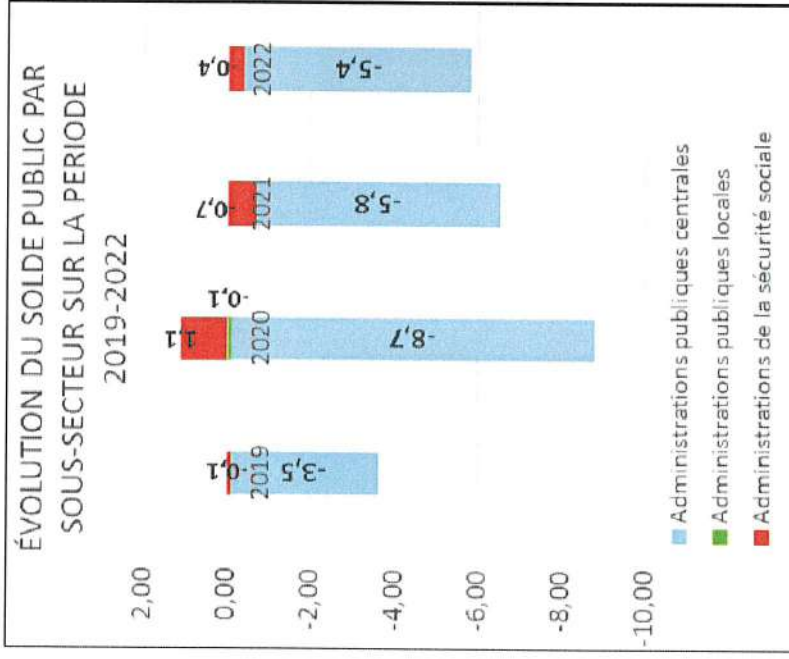
## DÉCOMPOSITION SECTORIELLE DU SOLDE COMMERCIAL

EN MILLIARDS D'EUROS



- La nouvelle trajectoire du redressement des finances publiques initialement envisagée par le projet de loi de programmation des finances publiques (PLPPF) parviendrait à un déficit budgétaire inférieur à 3 % à l'horizon 2027
- Cet objectif est de 2,6 points supérieurs à l'objectif affiché en 2017 pour 2022 (Prévu : -0,3%/Réalisé : -5% à comparer avec -2,3% pour la zone euro)

## LA DÉCOMPOSITION ET L'ÉVOLUTION DU DÉFICIT



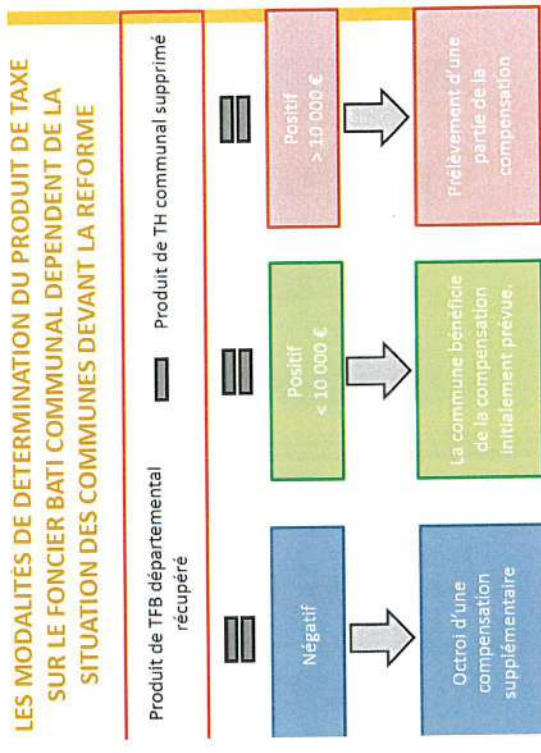
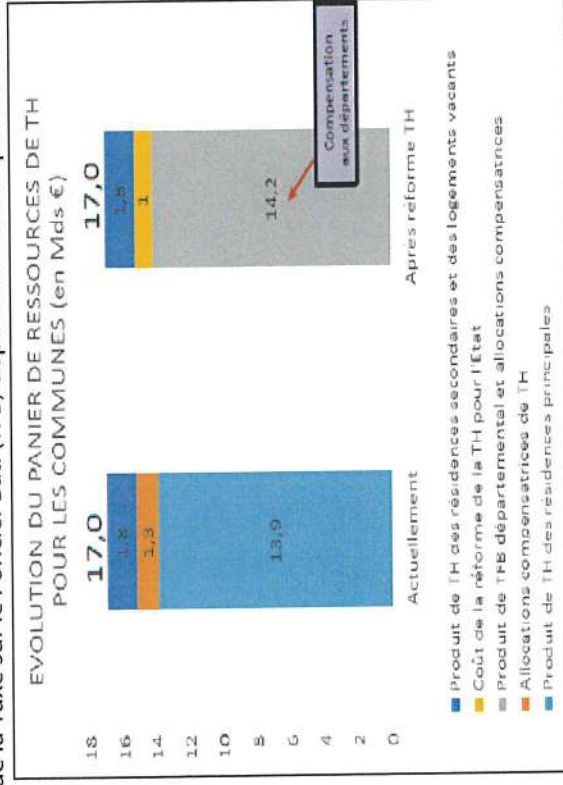
## ■ Les mesures fiscales – Loi de Finances 2023 – Effets sur les communes

### ■ Les bases de fiscalité :

Les bases de fiscalité vont être revalorisées de +7,1 %. Ce coefficient est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Il est à noter que si les ressources fiscales des collectivités vont sensiblement augmentées suite à l'application de ce coefficient, il reflète la hausse de l'inflation et donc la hausse des charges de fonctionnement des collectivités et en particulier celles de l'énergie.

### ■ La suppression de la taxe d'habitation (TH) :

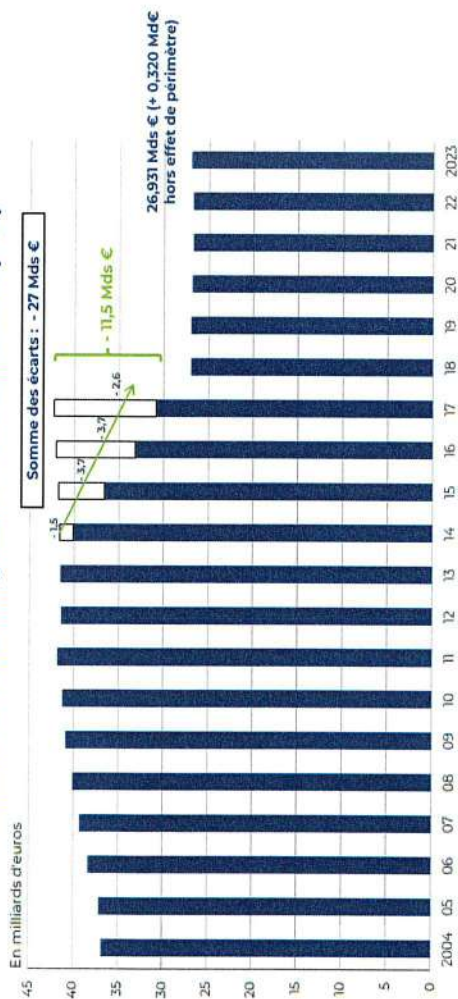
A compter de 2021, les communes voient disparaître la taxe d'habitation au titre des résidences principales. Cette suppression est compensée par le transfert de la Taxe sur le Foncier Bati (TFB) départementale et par la mise en œuvre d'un mécanisme de neutralisation de la suppression de la TH.



### ■ La dotation globale de fonctionnement (DGF) :

Le gouvernement maintient les dotations de fonctionnement aux collectivités territoriales. Cette stabilité globale se fait au profit des collectivités bénéficiant des dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU et DSR).

## Évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)



## DETERMINATION DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES : UN CALCUL SIMPLIFIE POUR 2023

Base du calcul

DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2022

+/-

Un montant de 64,46 € à 128,93 € par habitant en fonction du coefficient logarithmique de variation de la population\* entre N et N-1

- Pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant 2021 (pop. Multipliée par un coefficient qui dépend de la population) est supérieur à 85% du potentiel fiscal moyen, la dotation forfaitaire est écartée.
- L'écrêtement est plafonné à 10% des recettes de fonctionnement corrigées de l'exercice 2021

**La population fait depuis 2019 l'objet d'une majoration de 0,5 habitant par résidence secondaire pour les communes cumulant ces trois critères :**

- Une population DGF inférieure à 3 500 habitants
- Une part des résidences secondaires dans la population DGF au moins égale à 30%
- Un potentiel fiscal par habitant inférieur au potentiel fiscal par habitant moyen de sa strate démographique

**L'écrêtement de la dotation forfaitaire ne s'appliquera pas en 2023**

Dis

- Dispositions concernant les mesures contre l'inflation

## Art. 113 et 181 : Mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique

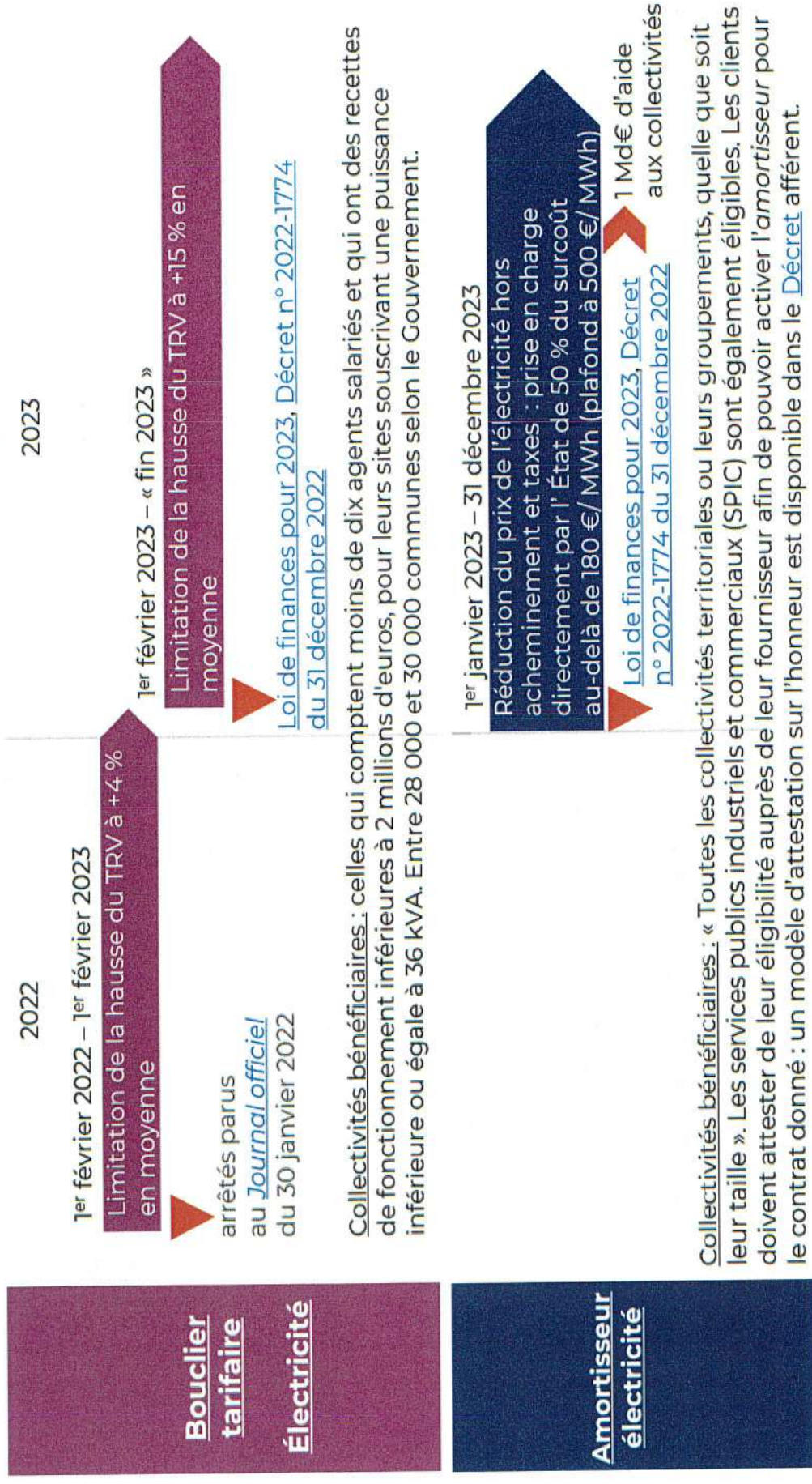


Tableau d'aide unitaire perçue par un consommateur éligible à l'amortisseur, s'appliquant à l'intégralité de l'électricité consommée

Objectif :

Ramener le prix annuel moyen de la « part énergie », soit le prix de l'électricité hors acheminement et taxes, à 180 €/MWh (ou 0,18€/kWh) sur la moitié des volumes d'électricité consommée, dans la limite d'un plafond d'aide unitaire de la « part énergie » du contrat à 500 €/MWh.

La facture est directement diminuée par le fournisseur, le montant correspondant à la baisse du prix de la part énergie étant directement compensé par l'État auprès de celui-ci.

Calcul :

Soit **Y** le montant unitaire d'aide (en €/MWh) et  
**X** le prix moyen contractualisé de la part énergie (en €/MWh) :

$0 < X < 180$	$Y = 0$
$180 \leq X \leq 500$	$Y = (X - 180) \cdot 50\%$
$X > 500$	$Y = 160$

Prix de l'électricité moyen contractualisé (prix de l'électricité hors acheminement et taxes - €/MWh)	Montant unitaire d'aide perçue (€/MWh) qui vient diminuer le prix de l'énergie moyen contractualisé	Prix annuel moyen de la « part énergie », après application de l'amortisseur électricité
100	0	100
150	0	150
200	10	190
250	35	215
300	60	240
350	85	265
400	110	290
450	135	315
500	160	340
550	160	390
>550	160	>390

- Nos tarifs électricité sont figés jusqu'au 30 juin. Pour la suite, un nouveau marché devra être conclu à un tarif ???

## Mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique

### Filet de sécurité

2022

Dotation (possibilité d'acompte) :

prise en charge de **70 % de la hausse** des dépenses d'énergie, élec. et **chauffage urbain** et **produits alim.** et de **50 % de la hausse de la masse salariale** (dépenses au titre du budget principal et des budgets annexes).



430 M€

[Loi de finances pour 2022, Décret n° 2022-1314 du 13 octobre 2022](#)

Bénéficiaires : communes et leurs

**groupements : (i)** si épargne brute au 31 décembre 2021 représente moins de **22 %** des recettes réelles de fonctionnement, **(ii)** si baisse de plus de **25 %** d'épargne brute en 2022 et **(iii)** pour les communes, un **potentiel financier par habitant** inférieur au double de la moyenne de leur strate démographique et pour les **EPCI à fiscalité propre**, un potentiel fiscal par habitant inférieur au double de la moyenne de leur groupe.

2023

Dotation (possibilité d'acompte) : prise en charge de **50 % de la différence entre la hausse des dépenses d'énergie, d'élec. et chauffage urbain** (au titre du budget principal et des budgets annexes) et **50 %** de l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement entre **2023 et 2022**.



1,5 Md€ d'aide aux collectivités

[Loi de finances pour 2023](#)

Bénéficiaires : collectivités locales : (i) si baisse de plus de **15%** d'épargne brute en 2023 et **(ii) critère de potentiel financier par habitant** pour les communes et départements (inférieur au double de la moyenne respectivement des communes du même groupe démographique et constatée au niveau national) et **critère de potentiel fiscal par habitant** pour les EPCI à fiscalité propre (inférieur au double de la moyenne des établissements de la même catégorie).

Le dispositif tiendra compte des baisses de dépenses d'énergie au titre de l'*amortisseur électricité* (dispositifs cumulables).

- Pour 2022, la commune de Baume les Dames ne bénéficiera pas de ce dispositif. Pour 2023, tout dépendra de l'évolution de nos tarifs électricité

*Si vous souhaitez des compléments d'information sur les autres mesures mises en place par la Loi de Finances, merci de vous référer aux éléments mis à disposition des collectivités par la Banque Postale. Voir document en annexe.*

#### 1 - LE CONTEXTE LOCAL D'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2023

Après deux années folles pour cause de COVID-19, la construction du budget 2023 et des années suivantes ce feront plus que jamais dans un climat d'incertitude et de prudence. Cette élaboration devra nécessairement intégrer les diminutions des concours de l'Etat depuis 2013, la baisse de population, la refonte de la fiscalité locale, certains engagements pris précédemment, la hausse des tarifs de l'énergie et du point d'indice. La nécessité de répondre aux enjeux écologiques et énergétiques s'imposera à nous comme une évidence. La sobriété sera la règle

Pour rappel, les transferts de compétences à la CCDB effectués depuis 2014 concernaient :

- L'enfance et la petite enfance (péri et extra-scolaire, cantine)
- Le scolaire (maternelles et primaires)

Le transfert de la compétence « assainissement » est réalisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'eau suivra au 1<sup>er</sup> janvier 2026

Le financement des charges nouvelles pour la Communauté de Communes Doubs Baumoises (CCDB) s'est effectué par une hausse de la fiscalité intercommunale et par une baisse de la fiscalité communale à hauteur des charges transférées. Cette baisse des taux communaux a un effet pervers négatif non négligeable sur le calcul de la DGF.

L'indemnité de compensation territoriale mise en place lors des transferts de compétence, initialement de **147 469 € en 2017** a été réduite pour la troisième fois et dernière fois de **16 222 € en 2020**. Elle est figée désormais à **98 804 €** soit 1/3 de moins que son montant initial.

La CLECT et le Conseil communautaire ont acté :

- Le reversement de la fiscalité professionnelle sur la création de richesse sur la ZA et la ZAC (FPU, IFER, TASCOM, CVAE)
- Le reversement du différentiel de fiscalité (taux 2017- taux 2016 TH/TF) sur la zone habitat (périmètre de la ZAC de Champvans)

Pour notre futur, ce sont deux éléments déterminants qui ont pu être validés et qui représentent des sommes très importantes estimées sur 20 ans à :

- **Fiscalité professionnelle : environ 1 800 000 €**
- **Fiscalité des ménages : environ 600 000 €**
- **Soit environ 120 000 € par an en année pleine**

## 2 – LE BUDGET PRINCIPAL : RECETTES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

### 2.1. Les recettes de fonctionnement du budget principal

#### BUDGET GENERAL // PRODUITS DE FONCTIONNEMENT // CA 2022

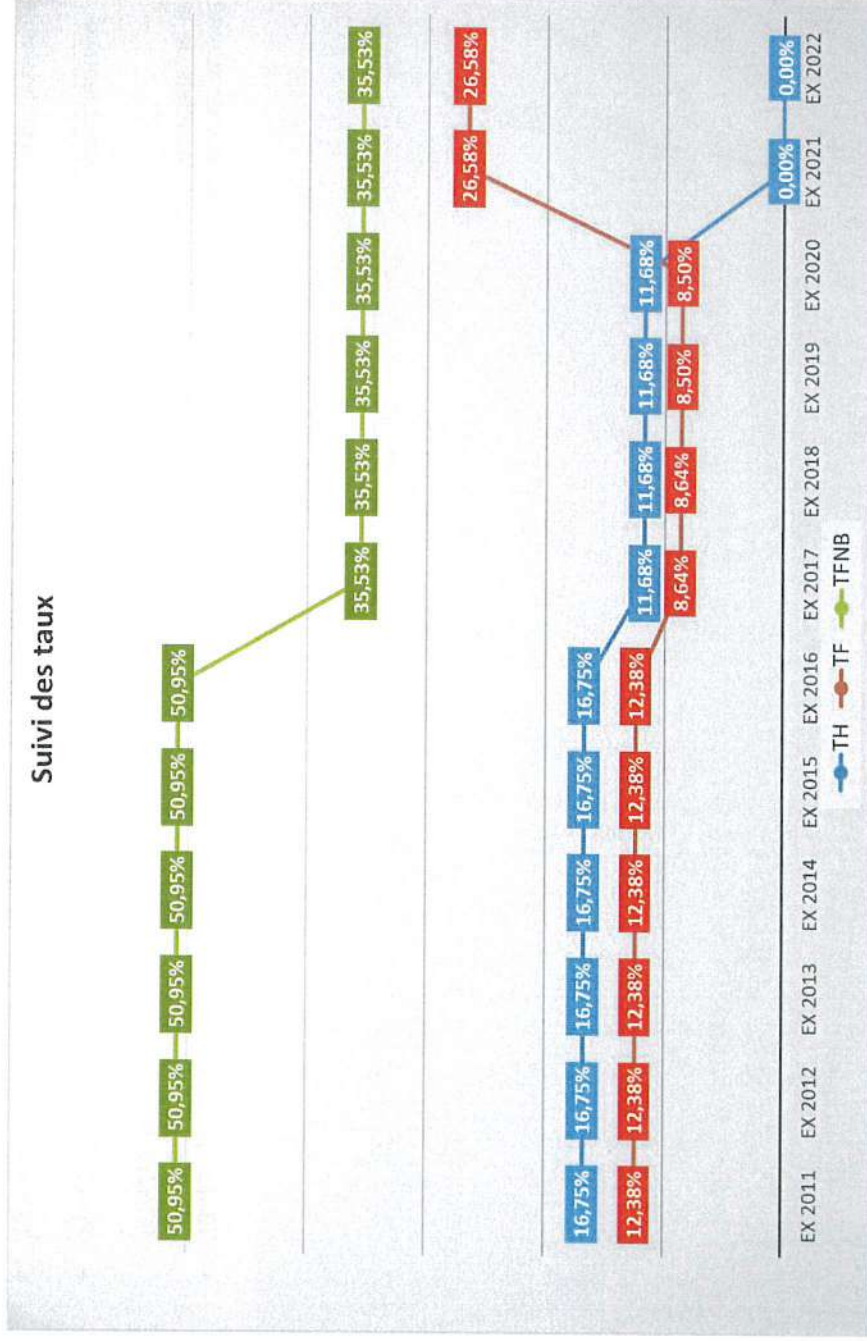
Chapitre	Libellé	CA 2021	BP 2022	CA 2022	DIF N/N-1
2	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	498 121 €	802 579 €	802 578 €	304 457 €
13	Atténuations de charges	111 794 €	116 000 €	110 868 €	- 925 €
70	Produits des services	257 715 €	307 050 €	306 732 €	49 017 €
73	Impôts et taxes	3 190 528 €	3 184 000 €	3 248 899 €	58 371 €
74	Dotations et participations	690 526 €	637 314 €	656 300 €	- 34 226 €
75	Autres produits de gestion courante	224 104 €	215 715 €	222 019 €	- 2 085 €
76	Produits financiers	380 €	10 €	2 190 €	1 811 €
77	Produits exceptionnels	46 541 €	36 000 €	39 235 €	- 7 306 €
42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	- €	37 322 €	37 322 €	37 322 €
43	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement	1 920 €	- €	- €	- 1 920 €
<b>Cumul produits de fonctionnement</b>		<b>5 021 629 €</b>	<b>5 335 990 €</b>	<b>5 426 144 €</b>	<b>404 515 €</b>

Les principales évolutions attendues pour l'année 2023 :

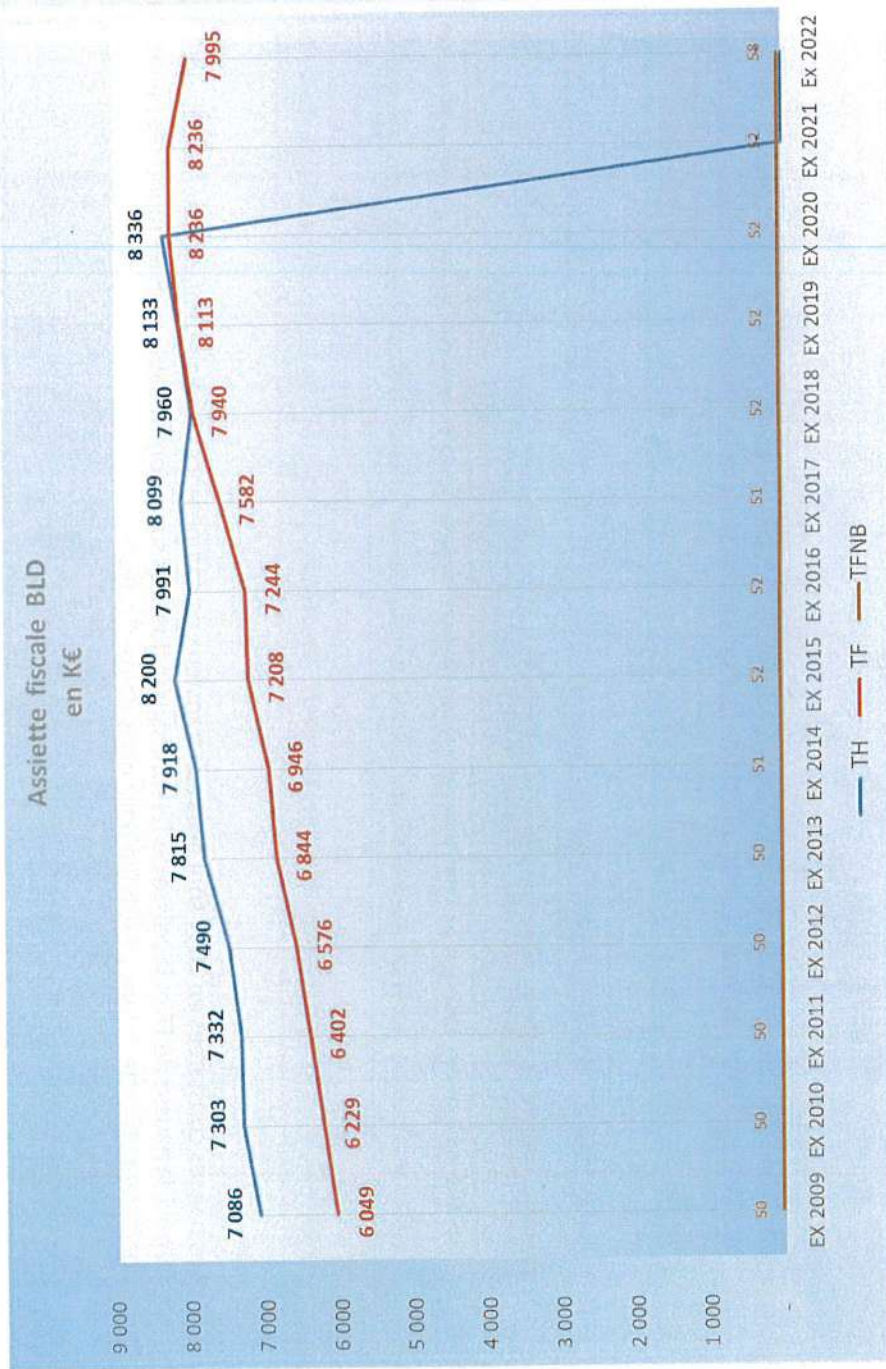
- La baisse de la population Insee va impacter nos dotations et gommer les éventuelles hausses
- Les évolutions en matière de fiscalité locale liées à la suppression de la taxe d'habitation et au transfert de la part de TF départementale sur les communes ne nous permettent pas pour le moment dans saisir l'impact définitif. Les bases ne nous seront pas communiquées avant le mois de mars.
- Les TF Communale + départementale sont supérieurs aux TF + TH perçues précédemment. Les sommes reversées sont écriêtées par l'application d'un coefficient correcteur.
- En matière d'attribution de compensation à percevoir de la CCDB, un complément de versement d'environ 60 K€ est attendu
- En principe, on devrait budgétiser 25 K€ de recettes complémentaires à recevoir d'APRR (sous réserve de contentieux). Un rattrapage de 150 K€ est intégré dans les autres produits de gestion courante 2022 mais compensé par une provision du même montant par principe de prudence.

## Les recettes fiscales

### • Historique



- Les baisses constatées en 2017 sont liées aux transferts de compétences (scolaire, enfance, petite enfance) & divers sur la CC du Doubs Baumoisi
- Depuis, la hausse de TF et la baisse de TH sont sans incidences sur le contribuable mais les montants perçus par la commune sont écrêtés par l'application d'un coefficient correcteur sans possibilité pour nous de vérification.



- Jusqu'à présent nous avons compté sur la dynamique des bases pour augmenter nos recettes fiscales. L'attractivité des territoires ne suffit plus à compenser l'augmentation des charges. Cependant avant toute augmentation des taux, nous devons prendre en compte les effets de la revalorisation des bases ainsi que l'évolution des taux intercommunaux.
- Pour info, une augmentation des taux de 1% (TN x 101%) génère un produit fiscal d'environ 20 K€ supplémentaire
- La baisse des bases TF en 2022 provient de la réduction de 50% des valeurs locatives sur certains biens professionnels

● **Simulation avec actualisation provisoire**

TAXES 2023 (bases provisoires) - Hors reversement fiscalité EPCI ZA/ZAC									
Actualis bases LF 2023					7,10%		Bâti		
					7,10%		Non bâti		
	Bases 2022	Bases 2023 prévus	Variation	Taux actualis	TAUX 2022 non révisés	Produits 2023 / taux 2022	Répartition		
Taxe d'habitation	-	461 325	461 325		11,68%	53 883 €	2,73%		
Foncier bâti	7 995 000	8 443 000	448 000	5,60%	26,58%	2 244 149 €	113,63%		
Foncier non bâti	54 200	57 300	3 100	5,72%	35,53%	20 359 €	1,03%		
Contribution coef correcteur				Ex 2022	- 357 493 €	- 385 657 €	-19,53%		
Sous-total produits avant compensation						1 932 734 €			
Allocations compensatrices						72 227 €	3,66%		
FNGIR						- 30 020 €	-1,52%		
						1 974 941 €	100,00%		
					Etat 1259/2022	1 847 760 €			
					Différentiel	127 181 €			

La contribution coef correcteur est une estimation

● **Estimation du produit fiscal & reversement EPCI**

L'attribution de compensation versée par la CCDB s'élèvera sous réserve d'actualisation des reversements de fiscalité sur la ZAC à environ 1.170.000 €. Depuis 2020, la compensation territoriale est figée à 98.804 €

## Les autres taxes

- TCFE

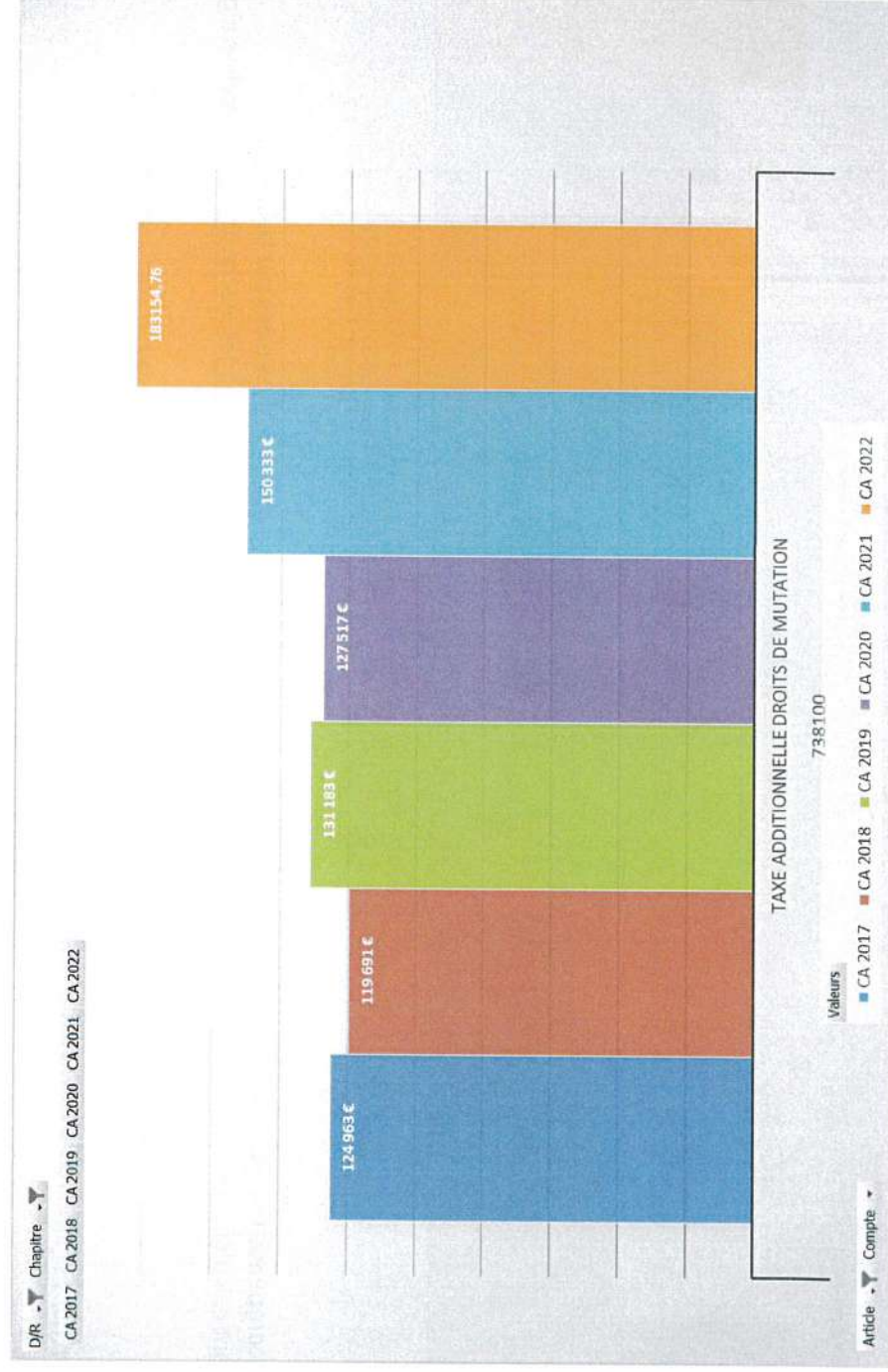
Elle sera versée par l'Etat en 2023 sur la base de TCFE perçue en 2022.



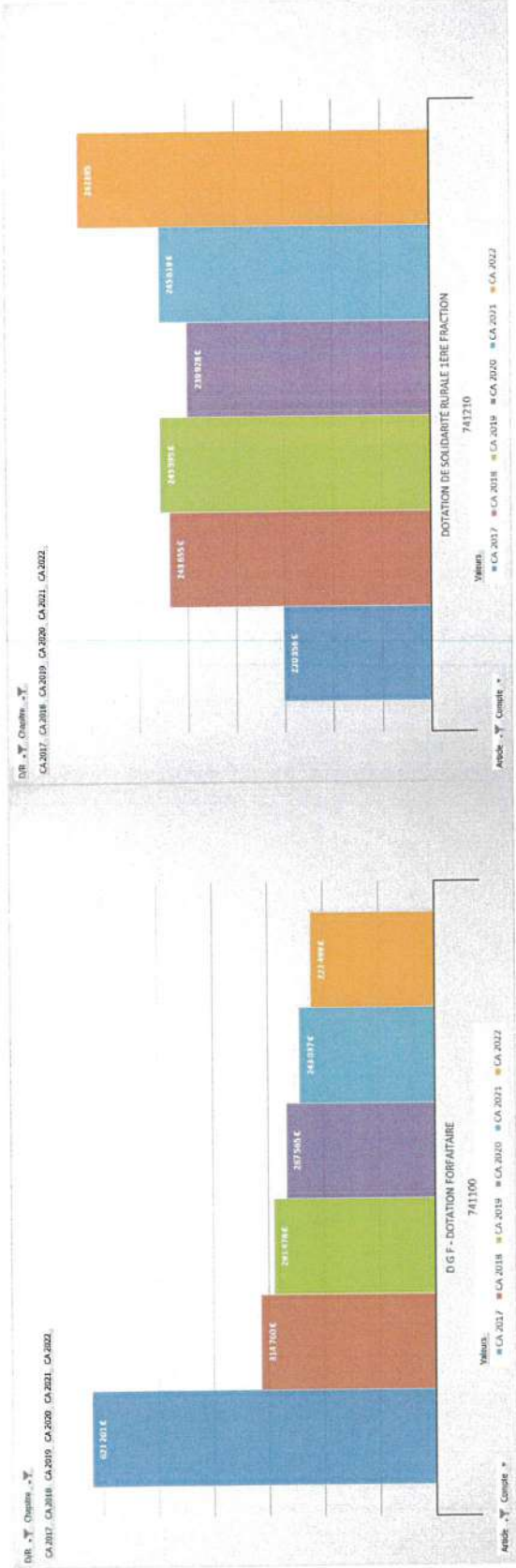
## Les autres taxes

- Taxe additionnelle sur les droits de mutation

La hausse des taux d'intérêts, le poids de l'inflation et du coût de l'énergie sur le budget des ménages devraient avoir un impact négatif sur les transactions immobilières et sur les retombées attendues en matière de fiscalité additionnelle.



# Les dotations



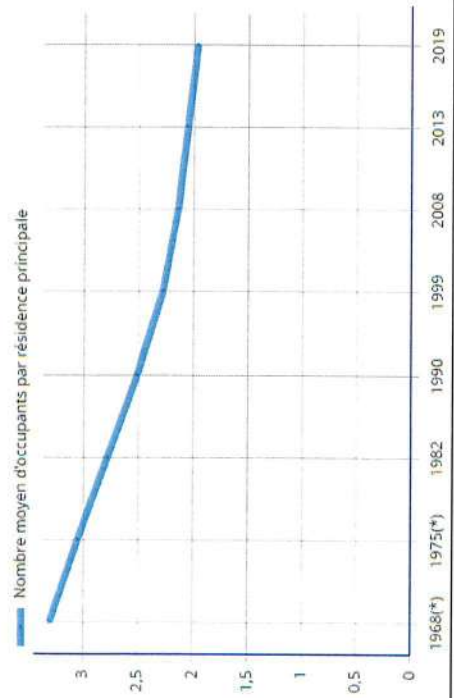
- Depuis 2018, la compensation de la part salaire sur la taxe professionnelle est comprise dans les AC versées par la CCDB
- Les dotations sont calculées sur le nombre d'habitants. Malgré une dynamique du nombre de ménages, notre population baisse légèrement, ce qui impacte nos dotations

## POP T1 - Population en historique depuis 1968

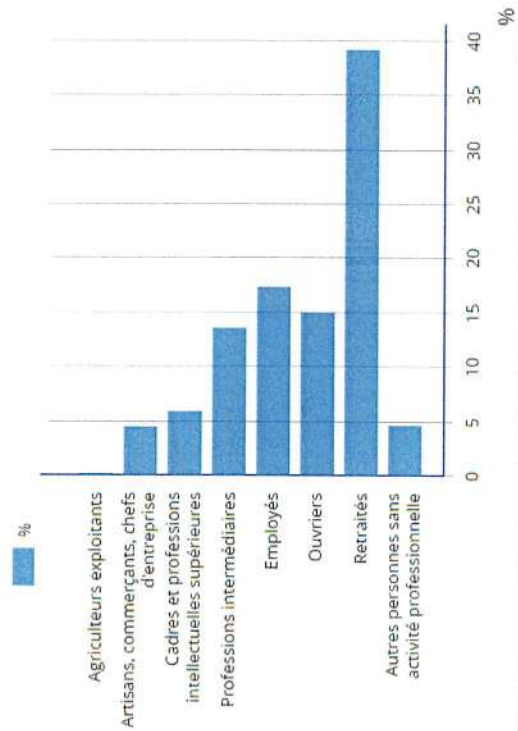
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Population	5 006	5 531	5 303	5 237	5 384	5 317	5 291	4 989
Densité moyenne (hab/km²)	201,9	223,1	213,9	211,3	217,2	214,5	213,4	201,3

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968



FAM G5 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2019



LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Ensemble	1 574	1 869	2 095	2 245	2 445	2 662	2 801	2 912
Résidences principales	1 437	1 719	1 828	2 009	2 250	2 347	2 446	2 391
Résidences secondaires et logements occasionnels	72	82	110	120	91	77	61	56
Logements vacants	65	68	157	116	104	238	294	465

2.2. Les dépenses de fonctionnement du budget principal

BUDGET GENERAL //CHARGES DE FONCTIONNEMENT // CA 2022

Chapitre	Libellé	CA 2021	BP 2022	CA 2022	DIF N/N-1
11	Charges à caractère général	938 101 €	1 301 870 €	1 256 792 €	318 691 €
12	Charges de personnel	2 086 649 €	2 125 137 €	2 086 204 €	445 €
65	Autres charges de gestion courante	453 373 €	442 235 €	417 261 €	36 112 €
66	Charges financières	60 606 €	60 500 €	60 004 €	602 €
67	Charges exceptionnelles	17 131 €	5 100 €	340 €	16 791 €
68	Dotations aux provisions	- €	150 000 €	150 000 €	150 000 €
23	Virement à la section d'investissement	- €	394 497 €	- €	- €
14	Atténuation des produits	30 020 €	30 020 €	30 020 €	- €
42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	165 721 €	275 503 €	275 482 €	109 761 €
43	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement	- €	- €	- €	- €
Cumul charges de fonctionnement		3 751 601 €	4 784 862 €	4 276 103 €	524 502 €

Les principales variations attendues pour l'année 2022 :

- Au chapitre 011 :
  - Une grosse incertitude plane sur le coût de l'énergie.
  - En 2022, nous avons bénéficié du maintien des conditions tarifaires en matière d'électricité car nous étions protégés par les termes du marché passé avec TotalEnergie à tarif fixe sur la période. Malheureusement pour nous, ce marché se termine au 30 juin 2023. On connaît le coût maximum du tarif « énergie » hors acheminement et taxes qui peut nous être demandé : 280 € / mWh mais qui correspond pratiquement à quadrupler nos tarifs actuels. En 2022, nos dépenses d'électricité sont d'environ 150 K€ dont la moitié pour l'éclairage public. Multiplier par 4 ce coût revient à mettre à zéro notre excédent brut de fonctionnement
  - En matière de consommation gaz, le surcoût 2022 s'est élevé à 57 K€ avec des tarifs qui se sont envolés en août pour redescendre à des tarifs voisins de début 2022. Nous avons bénéficié jusqu'à présent d'un hiver relativement clément et qui, lié à des réductions de température de chauffage des bâtiments, nous permettent de stabiliser nos dépenses. Cependant, les incertitudes liées au conflit en Ukraine pèsent sur la volatilité des tarifs de cette énergie
  - On peut classer les dépenses à caractère général en plusieurs catégories :
    - Charges fixes et difficilement compressibles
    - Charges variables liées à l'énergie et aux conditions climatiques

- Charges variables mais récurrentes mais assez similaires en termes de moyennes annuelles (fournitures, entretien de terrains, voirie)
- Charges résultant d'une politique ambitieuse et dynamique de la ville (culture, politique sportive, subventions aux associations, communication, animations diverses...). C'est notamment sur ces dépenses que nous serons amenés à faire des choix.
- En 2022, nous avons eu à supporter entre 80 et 100 K€ de dépenses exceptionnelles : dépollution des anciens ateliers municipaux, évacuation de déchets toxiques dans l'ancienne usine des Pipes, désamiantage de bâtiments...
- La programmation de travaux d'entretien de voirie suivant les demandes recensées notamment lors des visites de quartier devra faire l'objet d'un étalement dans le temps, en tenant compte des travaux d'investissements prévus sur les années futures.

Chapitre	D	Libellé	CA 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025
011	D	Charges à caractère général	1 256 792 €	1 350 000 €	1 400 000 €	1 450 000 €
012	D	Charges de personnel	2 086 204 €	2 150 000 €	2 200 000 €	2 250 000 €
65	D	Autres charges de gestion courante	417 261 €	350 000 €	350 000 €	350 000 €
66	D	Charges financières	60 004 €	75 000 €	70 000 €	70 000 €

### Evolution des dépenses de personnel

En ce qui concerne le budget 2023, il prendra en compte les grilles de rémunérations et de régime indemnitaire RIFSEEP (IFSE et CIA) mises en place au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et notamment la revalorisation des primes pour les catégories les plus basses. La valeur du point est fixée à 4,85003 € depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022 et le glissement ancienneté/technicité produit automatiquement une augmentation à minima de 1% de la masse salariale. Avec une inflation d'environ 6% à 7% sur un an, il est probable que nous devions supporter une nouvelle augmentation.

Le budget 2023 prend en compte le personnel affecté au fonctionnement de la Maison France Services et l'ingénierie ORT-PVD. Cette ingénierie bénéficie toutefois d'une aide de l'Etat sous forme de subvention (30.000 €/an par exemple pour FS et environ 70 000€/an pour PVD).

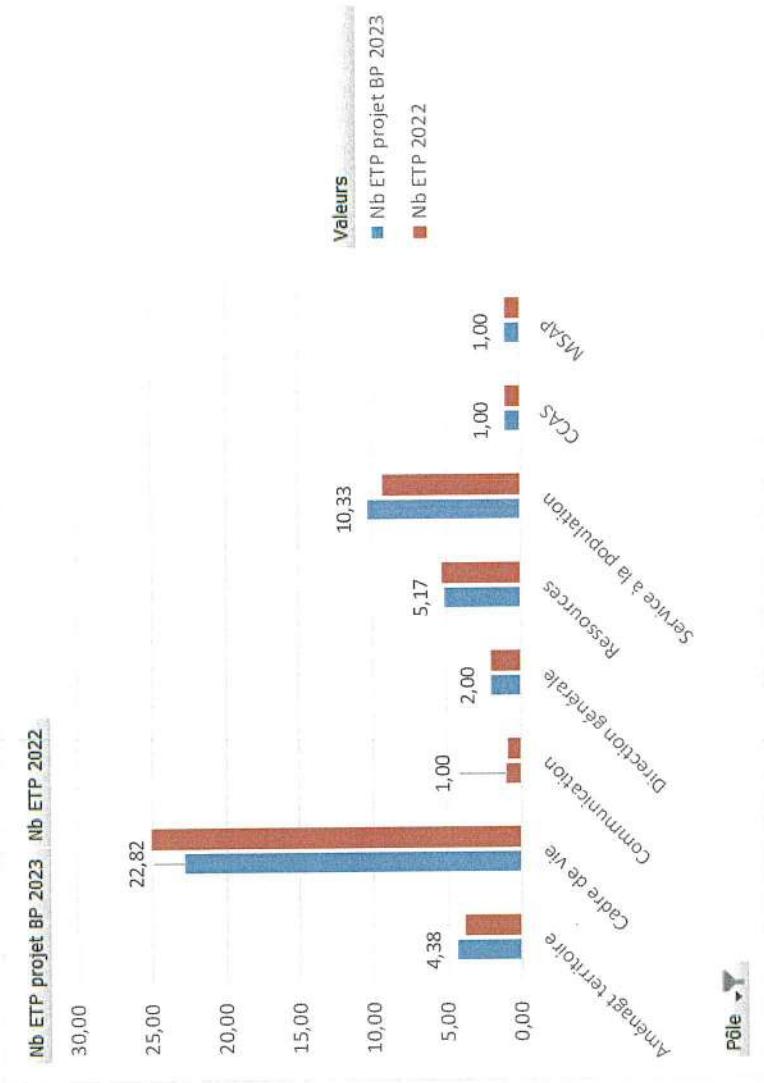
Sur la durée effective du travail, les agents sont rémunérés sur une base de 35h hebdomadaires, mais avec des aménagements différents : temps complet, temps partiel, annualisation du temps de travail.

En principe, il ne devrait pas y avoir de départs en retraite sur 2023 mais nous avons toujours en cours deux arrêts de longue durée. La politique de remplacer chaque départ en retraite n'est pas appliquée poste pour poste, ce sont les besoins de la collectivité qui définissent nos priorités.

Notre budget tiendra compte de la montée en charge progressive de la participation de la collectivité à l'assurance prévoyance et mutuelle santé des agents.

Salariés par Pôles // Budget 2023, CA 2022

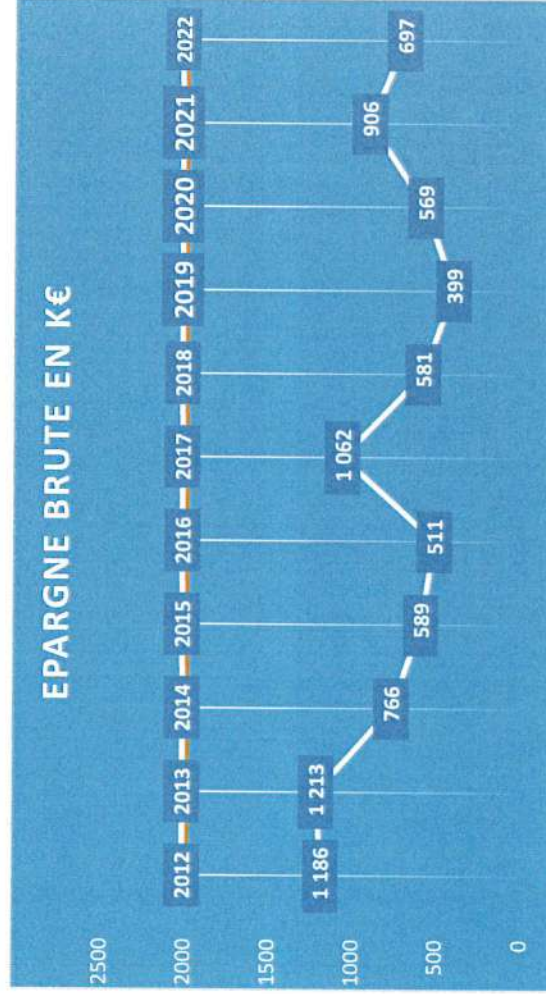
Pôles	Nb ETP projet BP 2023	Nb ETP 2022
Aménagt territoire	4,38	3,88
Cadre de vie	22,82	25,03
Communication	1,00	0,90
Direction générale	2,00	2,00
Ressources	5,17	5,33
Service à la population	10,33	9,32
CCAS	1,00	1,00
MSAP	1,00	1,00
Total général	47,70	48,46

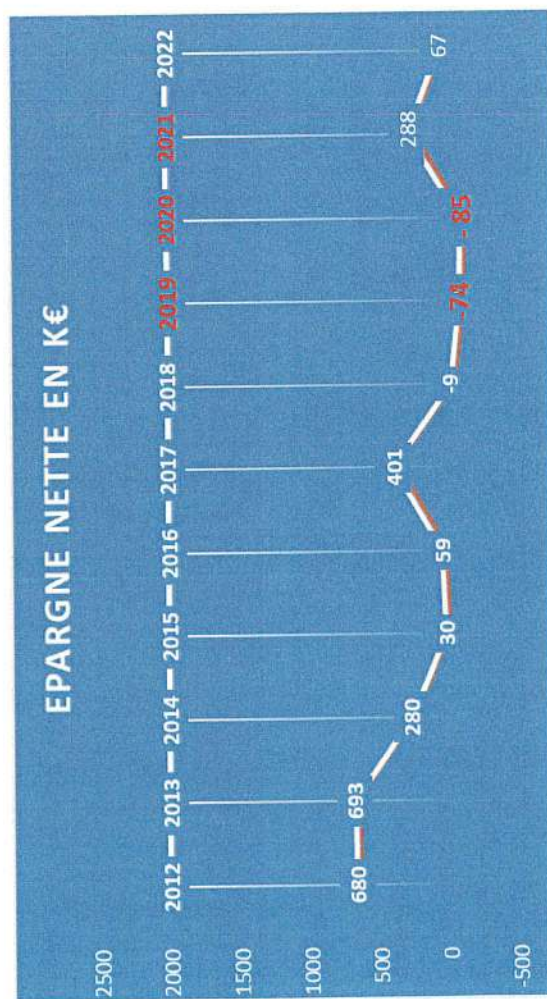
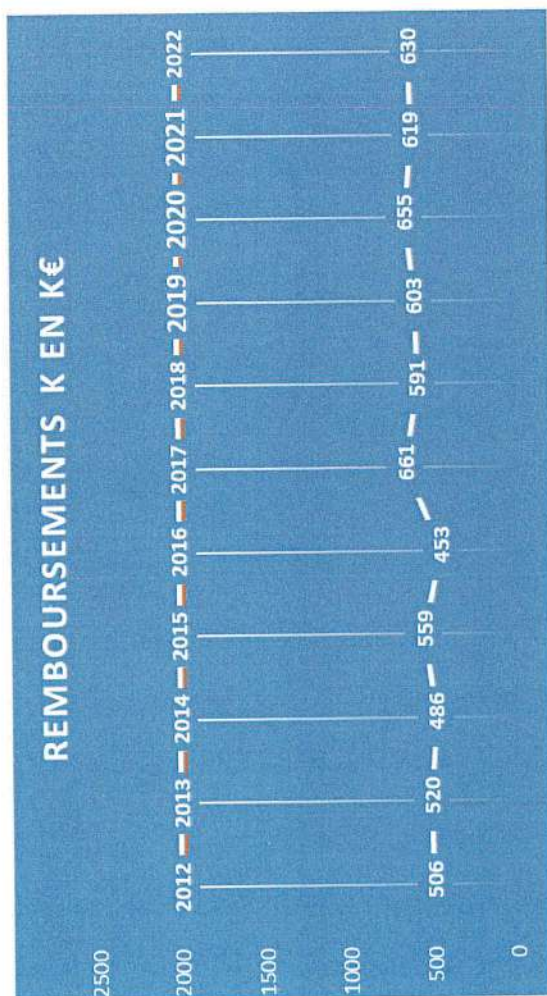


NB : les chiffres 2023 sont provisoires notamment en matière de remplacement et de compensation de départs

### 2.3. L'autofinancement du budget principal

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de gestion K€	5 281	5 254	4 979	4 968	4 742	4 771	4 396	4 280	4 292	4 475	4 547
Dépenses de gestion K€	3 950	3 910	4 023	4 284	4 147	3 627	3 730	3 792	3 643	3 508	3 790
Dont démolition ateliers								- 130			
Epargne de gestion K€	1 331	1 343	956	684	595	1 144	666	618	649	757	757
<b>Epargne brute K€</b>	<b>1 186</b>	<b>1 213</b>	<b>766</b>	<b>589</b>	<b>511</b>	<b>1 062</b>	<b>581</b>	<b>399</b>	<b>569</b>	<b>906</b>	<b>697</b>
K / Emprunts K€	506	520	486	559	453	661	591	603	655	619	630
<b>Epargne nette K€</b>	<b>680</b>	<b>693</b>	<b>280</b>	<b>30</b>	<b>57</b>	<b>401</b>	<b>- 9</b>	<b>- 74</b>	<b>- 85</b>	<b>288</b>	<b>67</b>





L'épargne nette ne prend pas en compte ni « l'exceptionnel » ni les recettes d'investissements complémentaires comme la taxe d'aménagement.

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	BP 2022
Résultat avant affectation	1 896	1 280	1 713	941	775	947	1 270	1 150	800
Dont reports	- 1 437	- 918	- 706	- 440	- 372	- 357	- 498	- 803	- 803
Résultat net avant affectation	459	362	1 007	501	403	590	772	347	3
Amortis & provisions	160	149	127	109	117	122	162	425	186
CAF brute	619	511	1 135	610	521	712	934	773	183
K/emprunts	- 559	- 453	- 661	- 591	- 603	- 655	- 619	- 630	- 631
Taxe d'aménagement	118	187	31	125	91	91	147	132	150
CAF nette	179	245	505	144	9	148	462	275	298

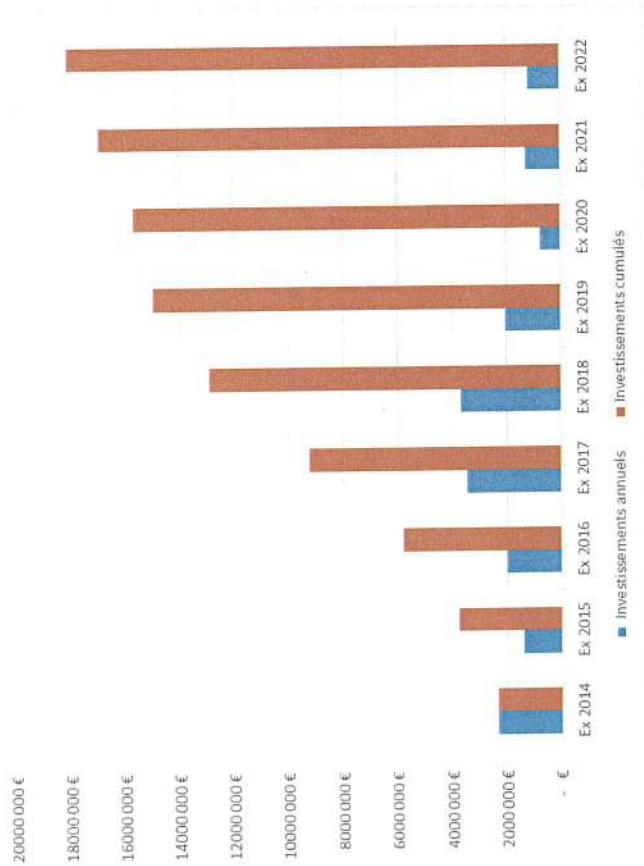
Dont 150 K€ provis/AP2R : CAF Nette réelle 125 K€

### 3 – LE BUDGET PRINCIPAL : INVESTISSEMENTS

#### 3.1 La trajectoire des dépenses d'investissement et de l'endettement

##### L'évolution des dépenses d'investissement

Chapitre	Ex 2014	Ex 2015	Ex 2016	Ex 2017	Ex 2018	Ex 2019	Ex 2020	Ex 2021	Ex 2022	Cumul 2014/2022
Immobilisations incorporelles	15 464 €	27 635 €	20 457 €	101 284 €	45 013 €	26 138 €	56 254 €	61 824 €	110 248 €	464 316 €
Subventions d'équipement versées	15 050 €	55 390 €	5 378 €	17 718 €	34 300 €	35 988 €	5 000 €	-	-	168 824 €
Immobilisations corporelles	474 014 €	190 570 €	886 122 €	1 036 632 €	571 447 €	855 599 €	195 058 €	593 420 €	672 811 €	5 475 673 €
Immobilisations en cours	1 854 606 €	1 127 638 €	1 119 257 €	2 292 859 €	3 008 309 €	1 146 388 €	469 837 €	525 647 €	344 245 €	11 888 786 €
Participations								66 654 €	33 327 €	99 981 €
<b>Cumul dépenses d'investissements</b>	<b>2 359 134 €</b>	<b>1 401 233 €</b>	<b>2 031 214 €</b>	<b>3 448 493 €</b>	<b>3 659 069 €</b>	<b>2 064 112 €</b>	<b>726 150 €</b>	<b>1 247 545 €</b>	<b>1 160 631 €</b>	<b>18 097 581 €</b>



La dette au budget général de la Ville s'élève à 5 569 192 € au 31/12/2022

Y compris reste à réaliser au 31/12/2022 de 900 000 €

Statut		RAR						
Années	Libéré	RAR		RAR		Total Rbt K		Total Total rbt
		Rbt K	Intérêts dus	Total rbt	Rbt K	Intérêts dus	Total rbt	
<b>Général</b>								
2023		563 899,01 €	44 258,70 €	608 157,70 €	9 597,22 €	11 751,02 €	21 348,24 €	573 496,23 €
2024		521 775,67 €	36 226,53 €	558 002,21 €	20 513,36 €	14 088,16 €	34 601,52 €	542 289,04 €
2025		447 470,11 €	29 655,57 €	477 125,68 €	43 133,62 €	13 567,01 €	56 700,63 €	490 603,73 €
2026		338 461,29 €	25 040,67 €	363 501,96 €	43 733,75 €	12 966,88 €	56 700,63 €	382 195,04 €
2027		340 314,33 €	21 871,54 €	362 185,87 €	44 348,24 €	12 352,39 €	56 700,63 €	384 662,57 €
2028		342 182,99 €	18 705,49 €	360 888,48 €	44 977,54 €	11 723,09 €	56 700,63 €	387 160,53 €
2029		344 067,42 €	15 490,26 €	359 557,69 €	45 622,06 €	11 078,57 €	56 700,63 €	389 689,49 €
2030		328 467,95 €	12 349,68 €	340 817,63 €	46 282,28 €	10 418,35 €	56 700,63 €	374 750,23 €
2031		324 550,77 €	9 481,40 €	334 032,17 €	46 958,63 €	9 742,00 €	56 700,63 €	371 509,40 €
2032		241 279,10 €	6 748,98 €	248 028,08 €	47 651,63 €	9 049,00 €	56 700,63 €	288 930,73 €
2033		163 167,35 €	5 119,33 €	168 286,69 €	48 361,73 €	8 338,90 €	56 700,63 €	211 529,08 €
2034		164 502,02 €	3 929,60 €	168 431,63 €	49 089,46 €	7 611,17 €	56 700,63 €	213 591,49 €
2035		161 906,02 €	2 736,05 €	164 642,07 €	49 835,37 €	6 865,26 €	56 700,63 €	211 741,38 €
2036		161 920,36 €	1 559,88 €	163 480,24 €	50 599,97 €	6 100,66 €	56 700,63 €	212 520,33 €
2037		66 122,09 €	574,81 €	66 696,90 €	51 383,83 €	5 316,80 €	56 700,63 €	117 505,92 €
2038		25 752,92 €	357,61 €	26 110,54 €	52 187,52 €	4 513,11 €	56 700,63 €	77 940,44 €
2039		25 876,76 €	233,78 €	26 110,54 €	53 011,63 €	3 689,00 €	56 700,63 €	78 888,39 €
2040		26 001,19 €	109,35 €	26 110,54 €	53 856,80 €	2 843,83 €	56 700,63 €	79 857,99 €
2041		6 519,81 €	7,82 €	6 527,63 €	54 723,64 €	1 976,99 €	56 700,63 €	61 243,45 €
2042					55 612,80 €	1 087,83 €	56 700,63 €	55 612,80 €
2043					38 681,74 €	312,89 €	38 994,63 €	38 681,74 €
2044					24 791,90 €	73,18 €	24 865,08 €	24 791,90 €
<b>Total Général</b>		4 594 237,16 €	234 457,06 €	4 828 694,22 €	974 954,73 €	165 466,08 €	1 140 420,80 €	5 569 191,89 €
<b>Total général</b>		4 594 237,16 €	234 457,06 €	4 828 694,22 €	974 954,73 €	165 466,08 €	1 140 420,80 €	5 569 191,89 €
								399 923,14 €
								5 969 115,02 €

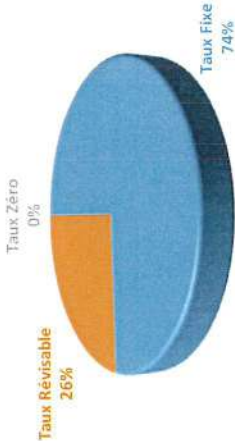
Les restes à réaliser à fin 2022 seront débloqués sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et en grande partie placer en compte à terme en fonction des possibilités.

Répartition par catégorie d'emprunt

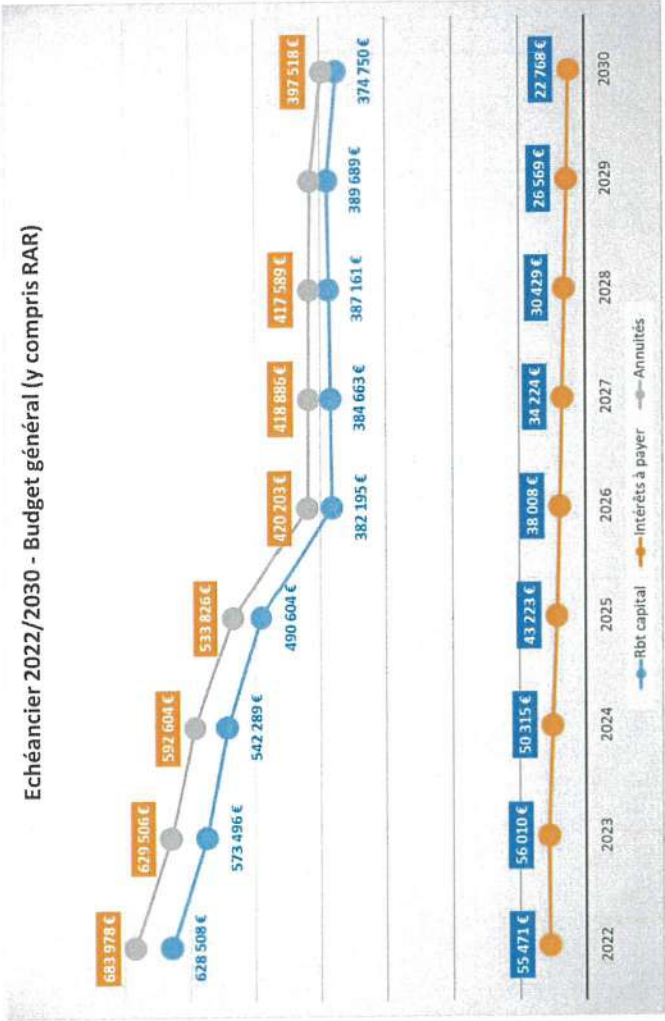
Année	(Plusieurs éléments)	
BP	Général	
Lib/RAR/Simul	(Tous)	
Catégories d'emprunt		
Taux Fixe	Capital restant dû	4 126 085 €
Taux Révisable		1 440 007 €
Taux Zéro		3 100 €
Total général		5 569 192 €

Année BP Lib/RAR/Simul  
Capital restant dû

RÉPARTITION PAR TYPOLOGIE



Annuités à payer : capital + intérêts



### 3.2 L'actualisation du plan pluriannuel d'investissements

L'actualisation définitive du plan sera présentée lors du vote du budget. Les études programmées (parking, aménagement des places, liaisons douces, AMO sport, église, etc.) nous permettent de déterminer de manière assez fine les possibilités, les enveloppes et le phasage des travaux. Une première approche montre que les travaux envisagés vont s'étaler sur une période longue (places du cœur de ville, Eglise, etc.). Les gros programmes ne doivent toutefois pas occulter les besoins en matière d'équipement (matériel, véhicule, informatique, etc.)

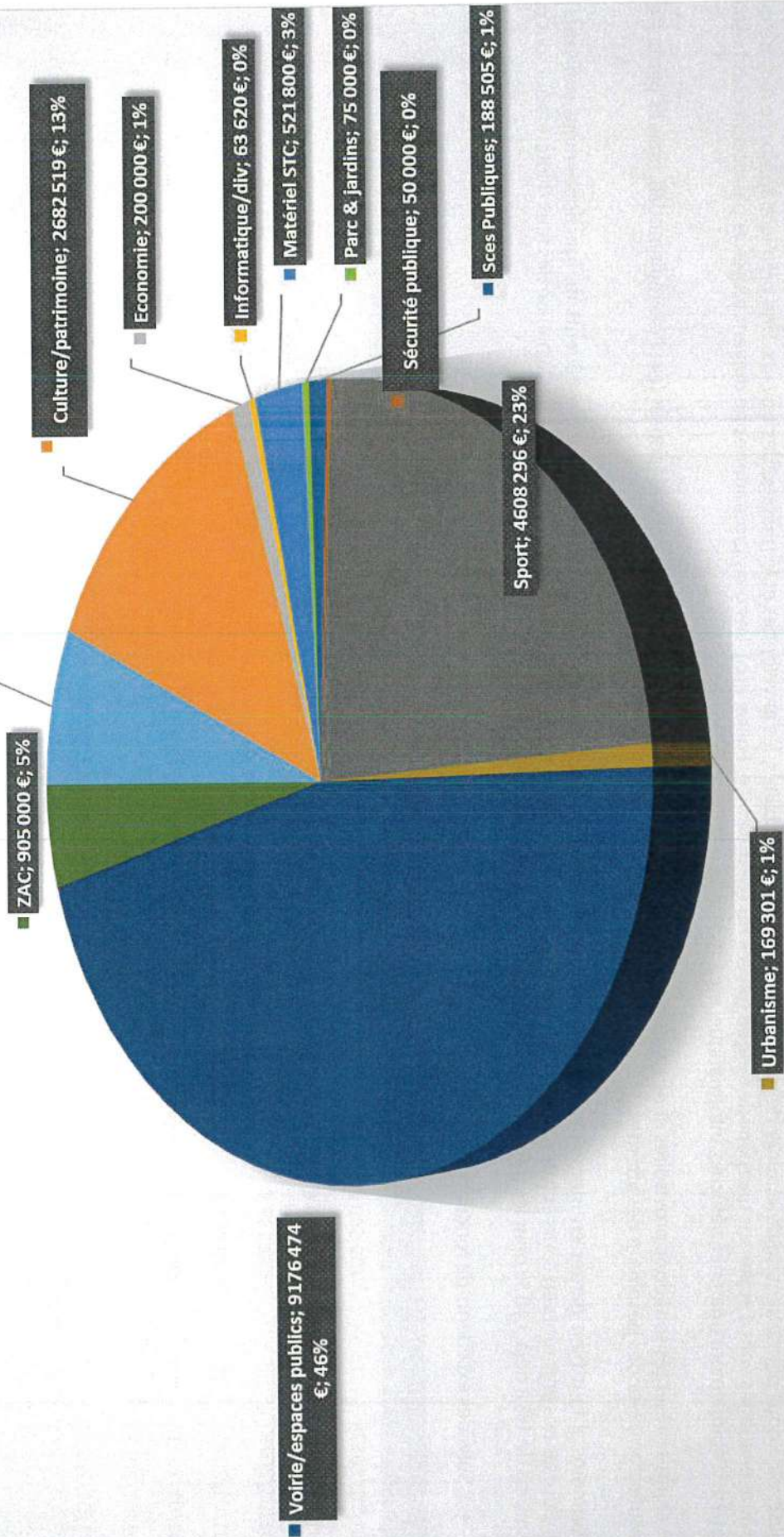
Les chiffres présentés sont donc provisoires et ne prennent pas en compte certaines recettes (subventions) et dépenses (ex : Pôle multimodal), mais ils permettent de mesurer l'ampleur des besoins et des attentes.

Néanmoins, il faut bien garder en mémoire que la réalisation de ce PPI dépend de notre capacité à dégager des excédents de fonctionnement suffisants pour rembourser nos emprunts en cours et futurs. Cette capacité de remboursement va également être fortement impactée par la hausse des taux d'intérêts qui sont passés de moins de 1% à déjà 3,10 % pour les dernières levées de fonds en décembre 2022.

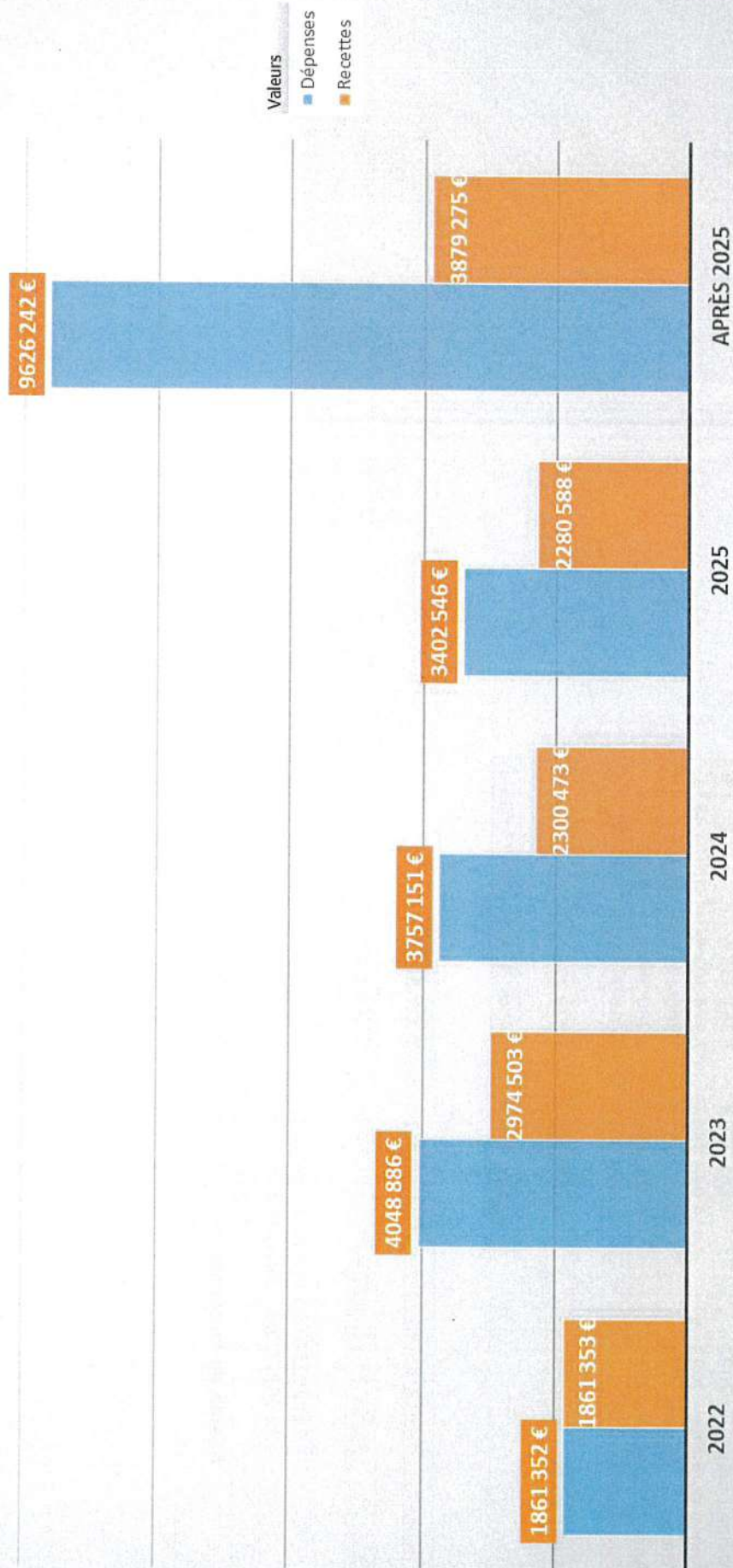
- Suivi des excédents de fonctionnement

Excédents reportés	Réel	Prévis	Ecart
01/01/2017	705 649 €	705 649 €	- €
01/01/2018	440 240 €	555 649 €	- 115 409 €
01/01/2019	372 137 €	405 649 €	- 33 512 €
01/01/2020	329 051 €	255 649 €	73 402 €
01/01/2021	498 121 €	142 175 €	355 946 €
01/01/2022	802 578 €	347 078 €	455 500 €
01/01/2023	817 605 €	233 749 €	583 856 €

## PPI Provisoire // Dépenses



## PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS PROVISOIRE



SYNTHESE PPIRAR 2022 + 2023/2025

Années	BP Prévis dépenses	BP Prévis Recettes	Besoin de financement
Année budgétaire 2022	1 861 352 €	1 861 353 €	1 €
Année budgétaire 2023	4 048 886 €	2 974 503 €	- 1 074 383 €
Année budgétaire 2024	3 757 151 €	2 300 473 €	- 1 456 678 €
Année budgétaire 2025	3 402 546 €	2 280 588 €	- 1 121 958 €
<b>Sous-total fin 2025</b>	<b>13 069 935 €</b>	<b>9 416 917 €</b>	<b>- 3 653 019 €</b>

Après 2025	9 626 242 €	3 879 275 €	- 5 746 967 €
------------	-------------	-------------	---------------

	22 696 177 €	13 296 191 €	- 9 399 986 €
--	--------------	--------------	---------------

<b>Rappel dette au 1er janvier 2020</b>	<b>6 046 273 €</b>
---	--------------------

<b>Dette 31/12/2022 y compris RAR</b>	<b>5 842 144 €</b>
---------------------------------------	--------------------

R bt 2023/2025 emprunts en cours	- 1 606 389 €
----------------------------------	---------------

R bt 2022/2025 nouveaux emprunts	- 253 683 €
----------------------------------	-------------

Sous total	3 982 072 €
------------	-------------

<b>Besoin de financement 2022/2025</b>	<b>3 653 019 €</b>
--	--------------------

<b>Dette fin 2025</b>	<b>7 635 091 €</b>
-----------------------	--------------------

Variation	1 588 818 €	26,28%
-----------	-------------	--------

Années	Capital	Intérêts	Échéances
2023	573 496 €	56 010 €	629 506 €
2024	542 289 €	50 315 €	592 604 €
2025	490 604 €	43 223 €	533 826 €
	<b>1 606 389 €</b>	<b>149 547 €</b>	<b>1 755 936 €</b>

Annuités d'emprunts (K+int)	En cours	Emprunt 2023	Emprunt 2024	Emprunt 2025	Cumul	Variation/ annuité 2021
Annuités 2021	682 607 €				682 607 €	
Annuités 2022	683 056 €				683 056 €	449 €
Annuités 2023	629 506 €				629 506 €	- 53 101 €
Annuités 2024	592 604 €	75 595 €			668 198 €	- 14 409 €
Annuités 2025	533 826 €	75 595 €	102 493 €		711 915 €	29 308 €
<i>Sous-total</i>	<b>3 121 599 €</b>	<b>151 190 €</b>	<b>102 493 €</b>	<b>- €</b>	<b>3 375 282 €</b>	
Annuités 2026	363 501 €	75 595 €	102 493 €	78 942 €	620 531 €	- 62 076 €
Annuités 2027	362 185 €	75 595 €	102 493 €	78 942 €	619 215 €	- 63 392 €
Annuités 2028	360 888 €	75 595 €	102 493 €	78 942 €	617 919 €	- 64 688 €
Annuités 2029	359 558 €	75 595 €	102 493 €	78 942 €	616 588 €	- 66 019 €
Annuités 2030	340 818 €	75 595 €	102 493 €	78 942 €	597 848 €	- 84 759 €

Simulations emprunts	Montant	Annuité	Coût total	Intérêts	Dif avec taux 1,5%
Emprunt 2022		0 €	0 €	0 €	0 €
Emprunt 2023	1 074 383 €	75 595 €	1 511 895 €	437 512 €	260 330 €
Emprunt 2024	1 456 678 €	102 493 €	2 049 869 €	593 191 €	352 963 €
Emprunt 2025	1 121 958 €	78 942 €	1 578 843 €	456 885 €	271 858 €
	<b>3 653 019 €</b>				

Taux	3,50%
Durée	20

### **3.3 Les investissements prévus en 2023**

Le budget 2023 reprendra les engagements pris et les restes à réaliser, ainsi que les crédits votés au titre des investissements anticipés.

- Les restes à réaliser au 31/12/2022 s'élèvent à 935 616 €. Ils concernent des travaux déjà réalisés mais non mandatés ou des acquisitions et travaux engagés en cours de réalisation. On peut citer notamment :
  - Solde EPF sur l'Ilôt St Vincent, acquisition rue de l'Industrie
  - Les travaux ZA de bois carré, rue Boulloche, sur le Chaillie, Regad-Pellagru....
  - La révision du PLU
  - La mise en place d'Hvilo
  - Programme liaisons douces
  - Travaux eaux pluviales rue du Stand
  - Des travaux sur le petit patrimoine (lavoir de l'aigle, site carrier, porche St Vincent)
  - Et divers programmes de travaux et d'études
- Investissements anticipés votés au Conseil du 20 janvier dernier pour un montant de 616 000 €
  - Acquisition de locaux commerciaux et autres
  - L'acquisition d'un tracteur pour les services techniques et le remplacement éventuel de la balayeuse
  - Le remplacement de la chaudière de l'Abbaye
  - Des travaux de réfection de la toiture « partie associative locaux Services Techniques »
  - Diverses études
    - Diagnostic énergétique des bâtiments, systèmes de chauffage et d'éclairage
    - Complément urbanisme
- Les investissements 2023
  - Divers besoins matériels pour les services (services techniques, informatique...)
  - Une première phase de travaux de l'aménagement de la Maison des sports
  - Les travaux annuels du Schéma d'aménagement de liaisons douces (mise en peinture et jalonnement, mobilier urbain...)
  - La maîtrise d'œuvre pour les places de l'Abbaye et de la République en prenant en compte des travaux complémentaires sur les réseaux
  - Une première tranche de travaux sur les places en fonction des études et des travaux préliminaires sur les réseaux
  - Des travaux de première urgence sur l'Eglise si nécessaire et dépenses de maîtrise d'œuvre
  - Les aménagements sécuritaires rue de Mi-Cour aux abords du futurs groupe scolaire et périscolaire intercommunal
  - La participation annuelle à la ZAC de Champvans
  - En fonction des possibilités de financement et notamment du dispositif « Fonds vert », des travaux d'économie d'énergie sur l'éclairage public et la rénovation énergétique du bâtiment de Baume Industrie
  - Modification du réseau d'eau pluviale rue Emile Paratte
- En matière de cofinancement, nous espérons pouvoir inscrire de manière définitive les subventions FEADER attendues sur le Cinéma et le Pôle socio-culturel – Grenier des arts (environ 500 K€).

- Les financements de l'AMI Bourg-Centre, du Contrat de territoire régional, du CRTE, du Contrat centralité rurale (C2R) de la Région, de CAP 25 et les différents fonds européens (LEADER, FEDER Rural...) seront utilisés au mieux de leurs possibilités suivant le fléchage proposé.
- Afin d'optimiser au mieux les co-financements, un travail important est en cours afin d'améliorer le suivi et la recherche de subventions. Un comité des financeurs a été mis en place afin de flécher au mieux nos dossiers. Des dossiers sont et seront déposés auprès de l'Etat, du Département et la Région. Certains investissements seront éventuellement avancés ou repoussés en fonction des possibilités de financement.

### 3.4 Les engagements pluriannuels : AP/CP (Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement)

- Afin d'apporter une meilleure lecture budgétaire et permettre d'ajuster au mieux les besoins de financement en fonction de l'avancement des dossiers, il est judicieux de mettre en place des APCP (autorisation de programme /crédit de paiement) sur certains projets bien identifiés et susceptibles de s'étaler sur plusieurs exercices.
  - Programme liaisons douces
  - Rénovation des places
  - Rénovation de l'église

- Liste et montant des Autorisations de Programme en cours au 31 décembre 2022 :

N° AP	Libellé de l'AP	Année de création	Montant de l'AP	Réalisé au 31-12-2022
AP01	Création d'un bassin d'orage	2020	6 665 000.00	425 819.61
AP02	Création et renouvellement de canalisations	2022	1 365 000.00	0.00
EAU-01	Création et renouvellement de canalisations	2022	705 000.00	0.00

Pour rappel, à la suite du transfert de la compétence Assainissement, les autorisations de programme AP01 Création d'un Bassin d'orage et AP02 Création et renouvellement de canalisations sont transférées au 01/01/2023 à la Communauté de Communes Doubs Baumois.

Les montants des autorisations de programme et des crédits de paiement 2022 seront arrêtés au moment du vote du Compte Administratif 2022.

## **4 – LES BUDGETS ANNEXES**

### **4.1 Le budget eau**

La Communauté de Communes a repris à compter du 1<sup>er</sup> janvier la compétence « assainissement ». Le plan pluriannuel d'investissement qui comprenait notamment la construction d'un bassin de stockage et de restitution (BSR) et la modification d'une partie du réseau est lancé. En complément, un programme de remplacement de conduites d'eau et de travaux d'assainissement avait été acté pour les rues du Stand et Camille Besançon ainsi que le renouvellement des conduites d'eau pour les places.

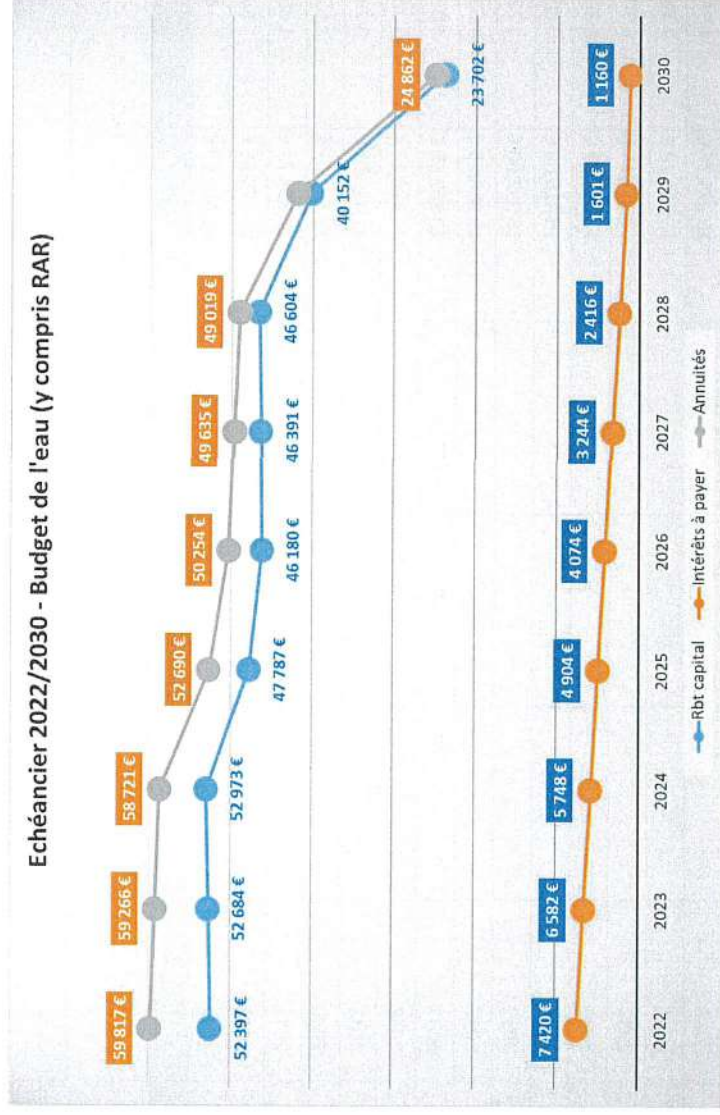
Une APCP a été mise en place pour ces divers travaux.

En 2023, une première phase est lancée avec des travaux sur les places de la République et de l'Abbaye et sur la rue du Stand. Un emprunt pour le financement des travaux réalisés en 2022 sur le remplacement de conduite Avenue de Verdun sera à inscrire budgétairement cette année pour un montant d'environ 120 K€ en complément des besoins 2023.

**La dette du budget de l'eau**

**Echéancier par budget et par année**

Statut		Libéré			
Années		Rbt K	Intérêts dus	Total rbt	Total Rbt K
Eau					
2023		52 683,77 €	6 582,33 €	59 266,10 €	52 683,77 €
2024		52 973,26 €	5 747,93 €	58 721,19 €	52 973,26 €
2025		47 786,68 €	4 903,58 €	52 690,26 €	47 786,68 €
2026		46 180,00 €	4 074,36 €	50 254,36 €	46 180,00 €
2027		46 390,87 €	3 244,17 €	49 635,04 €	46 390,87 €
2028		46 603,71 €	2 415,77 €	49 019,48 €	46 603,71 €
2029		40 152,04 €	1 601,18 €	41 753,22 €	40 152,04 €
2030		23 702,02 €	1 159,78 €	24 861,80 €	23 702,02 €
2031		23 920,85 €	938,88 €	24 859,73 €	23 920,85 €
2032		17 489,93 €	731,13 €	18 221,06 €	17 489,93 €
2033		15 433,09 €	570,80 €	16 003,89 €	15 433,09 €
2034		15 586,43 €	415,31 €	16 001,74 €	15 586,43 €
2035		15 741,31 €	258,29 €	15 999,60 €	15 741,31 €
2036		15 897,71 €	100,12 €	15 997,83 €	15 897,71 €
Total Eau		460 541,67 €	32 743,63 €	493 285,30 €	460 541,67 €
					32 743,63 €
					493 285,30 €



### 4.3 Le budget forêt

Compte tenu de l'état sanitaire des forêts, les recettes attendues pour les années à venir seront très impactées. 2023 sera l'année d'élaboration du nouveau plan de gestion de la forêt pour les vingt ans à venir. C'est un gros travail qui va permettre de définir les attentes et les modes de gestion.

Le programme de travaux en cours de réalisation avec l'ONF pour 2022 et début 2023 permet de reboiser 25 hectares (plus de 30 000 plants, 22 essences différentes), 40% des plants remis en terre cette année dans le Doubs

L'acquisition de la Forêt de l'Hôpital (250 K€), plus ces travaux ont nécessité la mise en place d'un emprunt de 360 K€ sur 20 ans. Nos éventuels reversements sur le budget général devront prendre en compte cette obligation de remboursement.

Cette année sera l'occasion de célébrer les 30 ans de l'Arboretum avec un événement dédié et une mise en valeur du site.

# La dette du budget de la forêt

## Echéancier par budget et par année

Statut		RAR				Total Rbt K		Total Intérêts dus		Total Total rbt	
Années	Libéré	Rbt K	Intérêts dus	Total rbt	Rbt K	Intérêts dus	Total rbt	Rbt K	Intérêts dus	Total rbt	Total Total rbt
Forêt											
2023		472,91 €	2,37 €	475,28 €	9 871,42 €	8 293,89 €	18 165,31 €	10 344,33 €	8 296,26 €	18 640,59 €	
2024		474,18 €	1,10 €	475,28 €	13 522,62 €	10 697,80 €	24 220,42 €	13 996,80 €	10 698,90 €	24 695,70 €	
2025					13 946,72 €	10 273,70 €	24 220,42 €	13 946,72 €	10 273,70 €	24 220,42 €	
2026					14 384,12 €	9 836,30 €	24 220,42 €	14 384,12 €	9 836,30 €	24 220,42 €	
2027					14 835,24 €	9 385,18 €	24 220,42 €	14 835,24 €	9 385,18 €	24 220,42 €	
2028					15 300,51 €	8 919,91 €	24 220,42 €	15 300,51 €	8 919,91 €	24 220,42 €	
2029					15 780,37 €	8 440,05 €	24 220,42 €	15 780,37 €	8 440,05 €	24 220,42 €	
2030					16 275,27 €	7 945,15 €	24 220,42 €	16 275,27 €	7 945,15 €	24 220,42 €	
2031					16 785,70 €	7 434,72 €	24 220,42 €	16 785,70 €	7 434,72 €	24 220,42 €	
2032					17 312,14 €	6 908,28 €	24 220,42 €	17 312,14 €	6 908,28 €	24 220,42 €	
2033					17 855,09 €	6 365,33 €	24 220,42 €	17 855,09 €	6 365,33 €	24 220,42 €	
2034					18 415,06 €	5 805,36 €	24 220,42 €	18 415,06 €	5 805,36 €	24 220,42 €	
2035					18 992,60 €	5 227,82 €	24 220,42 €	18 992,60 €	5 227,82 €	24 220,42 €	
2036					19 588,25 €	4 632,17 €	24 220,42 €	19 588,25 €	4 632,17 €	24 220,42 €	
2037					20 202,58 €	4 017,84 €	24 220,42 €	20 202,58 €	4 017,84 €	24 220,42 €	
2038					20 836,18 €	3 384,24 €	24 220,42 €	20 836,18 €	3 384,24 €	24 220,42 €	
2039					21 489,65 €	2 730,77 €	24 220,42 €	21 489,65 €	2 730,77 €	24 220,42 €	
2040					22 163,61 €	2 056,81 €	24 220,42 €	22 163,61 €	2 056,81 €	24 220,42 €	
2041					22 858,71 €	1 361,71 €	24 220,42 €	22 858,71 €	1 361,71 €	24 220,42 €	
2042					23 575,61 €	644,81 €	24 220,42 €	23 575,61 €	644,81 €	24 220,42 €	
2043					5 961,97 €	46,57 €	6 008,54 €	5 961,97 €	46,57 €	6 008,54 €	
Total Forêt		947,09 €	3,47 €	950,56 €	359 933,43 €	124 408,37 €	484 361,81 €	360 900,52 €	124 411,84 €	485 312,37 €	

Echéancier 2022/2030 - Budget de la Forêt (y compris RAR)



#### 4.4 Le budget complexe touristique

Conformément aux engagements pris avec les services préfectoraux, la ville a terminé l'apurement du déficit d'investissement du complexe touristique par un versement du budget général sur ce budget de 120 000 €. Pour mémoire, ce déficit était de 1 242 891 € au début du mandat 2014.

La section d'investissement va dégager des excédents à compter de 2023 ce qui nous permettra de retrouver des capacités d'investissements.

La DSP avec ULVF a été renouvelée au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de 3 ans éventuellement renouvelable. La capitainerie a été sortie de la DSP. Le nouvel exploitant a souhaité continuer l'exploitation en bail précaire cette année tout en cherchant à renégocier les loyers. La flambée des charges d'électricité et la difficulté à recruter des personnels pèsent lourdement sur la capacité à dégager des résultats bénéficiaires.

Le développement de l'activité touristique reste une priorité. Une vigilance particulière sur le complexe touristique devra être portée (état des chalets, rénovations, équipements divers, aires de jeux, accueil et confort des touristes...).

La dette du budget complexe touristique

Echéancier par budget et par année

Statut Libéré		Total Rbt K			Total Intérêts dus		Total Total rbt	
Années	Y	Rbt K	Intérêts dus	Total rbt				
Tourisme								
2023		13 166,59 €	996,05 €	14 162,64 €	13 166,59 €	996,05 €	14 162,64 €	
2024		13 272,24 €	890,40 €	14 162,64 €	13 272,24 €	890,40 €	14 162,64 €	
2025		13 378,75 €	783,89 €	14 162,64 €	13 378,75 €	783,89 €	14 162,64 €	
2026		13 486,09 €	676,55 €	14 162,64 €	13 486,09 €	676,55 €	14 162,64 €	
2027		13 594,30 €	568,34 €	14 162,64 €	13 594,30 €	568,34 €	14 162,64 €	
2028		13 703,39 €	459,25 €	14 162,64 €	13 703,39 €	459,25 €	14 162,64 €	
2029		13 813,34 €	349,30 €	14 162,64 €	13 813,34 €	349,30 €	14 162,64 €	
2030		13 924,18 €	238,46 €	14 162,64 €	13 924,18 €	238,46 €	14 162,64 €	
2031		14 035,91 €	126,73 €	14 162,64 €	14 035,91 €	126,73 €	14 162,64 €	
2032		7 060,18 €	21,14 €	7 081,32 €	7 060,18 €	21,14 €	7 081,32 €	
Total Tourisme		129 434,97 €	5 110,11 €	134 545,08 €	129 434,97 €	5 110,11 €	134 545,08 €	



4.5 Le budget chaufferie de Mi-Cour

La cession de Mi-Cour interviendra sur 2023 et par conséquence le transfert de la chaufferie et la clôture de ce budget annexe.

La dette du budget chaufferie

Capital restant au 31/12/2022

Dette	Chaufferie	
Mois	(Tous)	
Lib/RAR/Simul	(Tous)	

Années	Rbt capital	Intérêts à payer	Annuités
2023	3 766 €	38 €	3 804 €
Total général	3 766 €	38 €	3 804 €

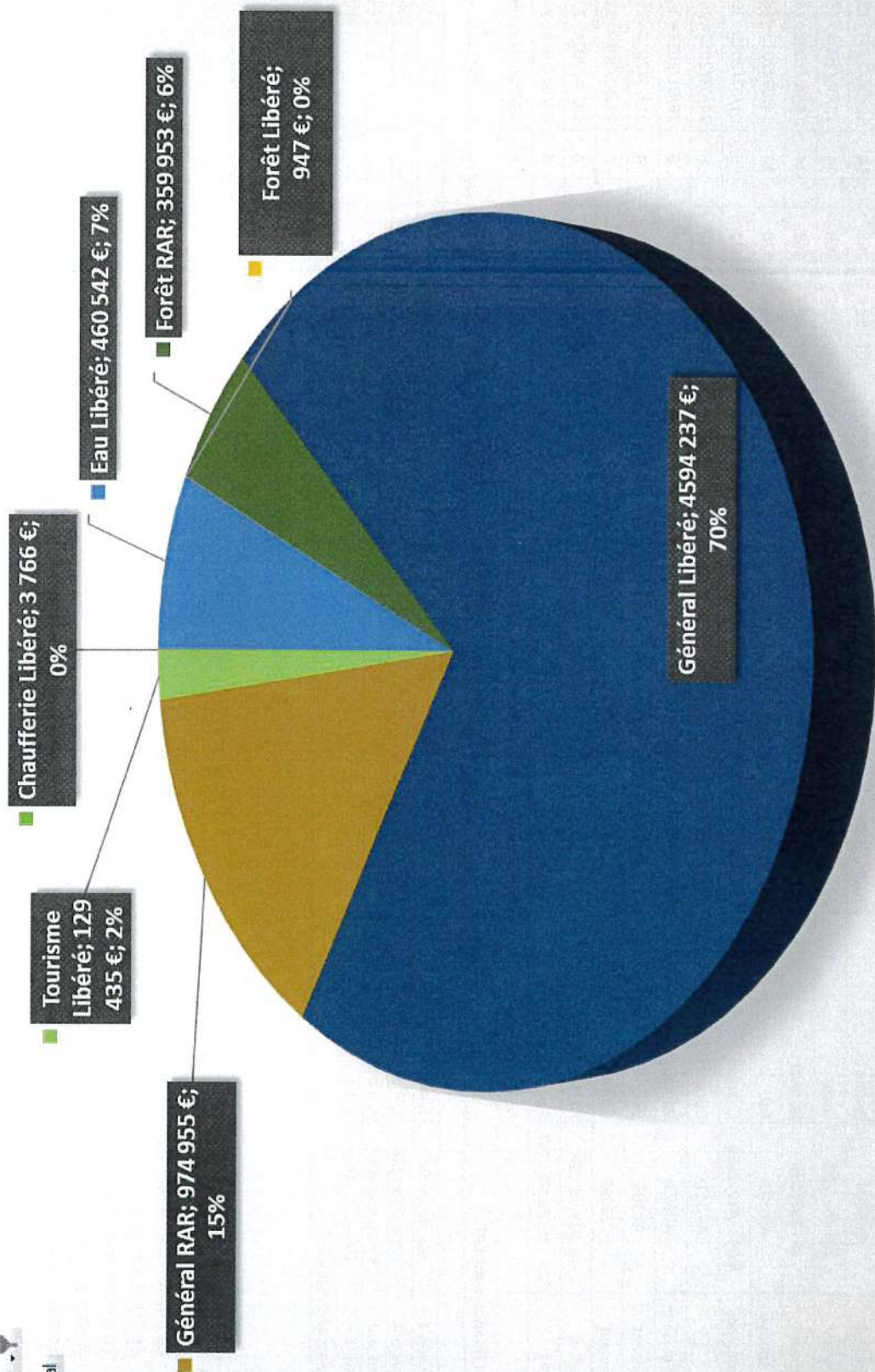
#### 4.6 Le budget Cinéma

Après règlements définitifs des fins de marché et perception des soldes de subventions, les éléments d'actif et de financement du Cinéma seront transférés du budget général sur le budget Cinéma. Un abondement du budget général sera nécessaire pour couvrir les besoins financiers.

#### 5 – Etat de la dette consolidée au 31/12/2022

##### Echéancier par budget et par année

Années	Statut Libéré	RAR				Total Rbt K	Total Intérêts dus	Total Total rbt
		Rbt K	Intérêts dus	Total rbt	Total rbt			
⚙ Chauffage		3 766,18 €	37,70 €	3 803,88 €		3 766,18 €	37,70 €	3 803,88 €
⚙ Eau		460 541,67 €	32 743,63 €	493 285,30 €		460 541,67 €	32 743,63 €	493 285,30 €
⚙ Forêt		947,09 €	3,47 €	950,56 €		360 900,52 €	124 411,84 €	485 312,37 €
⚙ Général		4 594 237,16 €	234 457,06 €	4 828 694,22 €		5 569 191,89 €	399 923,14 €	5 969 115,02 €
⚙ Tourisme		129 434,97 €	5 110,11 €	134 545,08 €		129 434,97 €	5 110,11 €	134 545,08 €
Total général		5 188 927,07 €	272 351,97 €	5 461 279,04 €		6 523 835,23 €	562 226,42 €	7 086 061,65 €



L'encours EPF s'élève à 2 358 823 € au 31/12/2021 dont 635 190 € au titre de terrains sur la ZAC de Champvans et 518 500 € de remboursements en cours.

FINANCEMENTS EPF AU 31/12/2022

Projet	Parcelle	Propriétaire	Date d'acquisition	Montant	Frais de notaire	Autres	Cumul portage	Durée initiale	Durée année	Date début portage	Date prévis rembt
Ilot St Vincent	AH 196	Brunner	28/07/2008	35 000 €	1 142 €		36 142 €	168	14	10/06/2008	10/06/2022
Ilot St Vincent	AH 206	SCI Franck Muriel	30/12/2009	165 000 €	2 551 €		167 551 €	168	14	11/06/2008	11/06/2022
Ilot St Vincent	AH 204	Bredin	10/06/2008	95 000 €	1 753 €	5 000 €	101 753 €	168	14	12/06/2008	12/06/2022
Ilot St Vincent	AH 202/203	Luchs	23/10/2012	88 000 €	2 121 €		90 121 €	168	14	13/06/2008	13/06/2022
Ilot St Vincent	AH 197/198	Bonnot	26/11/2013	135 500 €	3 048 €		138 548 €	168	14	14/06/2008	14/06/2022
Secteur Abbaye	AH 292	Lab	14/02/2013	53 278 €	1 774 €		55 052 €	120	10	14/02/2013	14/02/2023
ZAC Champvans	AY 93, AY9, Z563	Chapuis	01/07/2015	627 209 €	7 984 €		635 193 €	72	6	01/07/2015	30/06/2021
Guibard	AS 311	Consorts Guibard	24/03/2017	188 000 €	13 448 €		201 448 €	72	6	24/03/2017	24/03/2023
Hôtel de la Gare	AH821	Vallegiani	26/01/2017	160 000 €	3 120 €		163 120 €	72	6	26/01/2017	26/01/2023
SCI St Vincent	AV305	Bâtiment + terrain	21/11/2019	200 000 €	3 558 €	10 829 €	214 387 €	48	4	21/11/2019	21/11/2023
SCI St Vincent	AV305P	Garages	21/11/2019	93 000 €	2 406 €	102 €	95 508 €	48	4	21/11/2019	21/11/2023
SCI DISA	AL 323, AL 188	La Guinguette	23/04/2021	160 000 €	- €		160 000 €	48	4	23/04/2021	23/04/2025
HUMBERT	ZN 136, ZN 99, ZN7	Conciergerie Pipes	26/07/2021	100 000 €	- €		100 000 €	48	4	26/07/2021	26/07/2025
RD 683		Maison Goudin	9/6/2022	200 000 €	- €		200 000 €	48	4	09/06/2022	09/06/2026
Biens en financement EPF				2 299 987 €	42 905 €	15 931 €	2 358 823 €				
Ilot St Vincent	1er acompte	1/4 acquis ilot	-	129 625 €			- 129 625 €				31/12/2017
Ilot St Vincent	2ème acompte	1/4 acquis ilot	-	129 625 €			- 129 625 €				30/06/2019
Ilot St Vincent	3ème acompte	1/4 acquis ilot	-	129 625 €			- 129 625 €				31/12/2021
Ilot St Vincent	4ème acompte	1/4 acquis ilot	-	129 625 €			- 129 625 €				RAR 2022
Règlements anticipés EPF				- 518 500 €			- 518 500 €				

Dettes au 31/12/2022	2 358 823 €
Remboursements en cours	- 518 500 €
Dont ZAC Champvans - Portage pour SEDIA	- 635 193 €
Portage hors ZAC	1 205 130 €

- La maison du 44 rue des granges est à prévoir en remboursement en 2023. Les autres immeubles en échéance 2023 peuvent être prolongés
- En 2023, l'acquisition d'une partie d'IME devrait s'ajouter à cette liste de biens
- La trésorerie de la collectivité s'élevait à 1 397 846 € au 31/12/2022
- A cela, s'ajoute la trésorerie placée en compte à terme pour 2 500 000 €
- Soit un total de 3 897 846 € provenant pour l'essentiel du déblocage anticipé de l'emprunt BDT sur les travaux d'assainissement de 3 500 000 €

## 6 – Résultats consolidés

### RESULTATS CONSOLIDÉS 2022

Libellé	BP Général	Eau	Assainis- sement	Forêt	Chaufferie Mi-Cour	Tourisme	Cinéma	Cumul
<b>FONCTIONNEMENT</b>								
Recettes de fonctionnement	5 426 144 €	176 351 €	771 147 €	406 371 €	9 634 €	239 591 €	20 043 €	7 049 282 €
Dépenses de fonctionnement	-4 276 103 €	-80 316 €	-443 620 €	-185 384 €	-12 173 €	-147 429 €	-535 €	-5 145 560 €
Résultat de fonctionnement	1 150 041 €	96 035 €	327 527 €	220 987 €	-2 538 €	92 162 €	19 508 €	1 903 722 €
<i>Dont résultat reporté</i>	-802 578 €	-55 032 €	-205 884 €	-129 385 €	-135 €	0 €	-6 900 €	-1 199 914 €
Recettes nettes	4 623 566 €	121 319 €	565 263 €	276 986 €	9 499 €	239 591 €	13 143 €	5 849 368 €
Résultat net fonctionnement	347 464 €	41 003 €	121 643 €	91 602 €	-2 673 €	92 162 €	12 608 €	703 808 €
<b>INVESTISSEMENT</b>								
Recettes d'investissement	1 189 438 €	140 545 €	243 229 €	74 909 €	19 424 €	233 217 €		1 900 763 €
RAR Recettes	1 530 518 €	0 €	0 €	360 000 €	0 €	0 €		1 890 518 €
Excédent/déficit reporté	-287 383 €	-8 644 €	3 396 659 €	-11 084 €	-7 760 €	-200 536 €		2 881 252 €
Dépenses d'investissement	-1 827 793 €	-292 523 €	-664 852 €	-121 457 €	-19 996 €	-122 057 €		-3 048 678 €
RAR Dépenses	-935 616 €	-37 762 €		-320 012 €	0 €	0 €		-1 293 390 €
Résultat net section d'investissement	-330 835 €	-198 384 €	2 975 036 €	-17 644 €	-8 332 €	-89 376 €	0 €	2 330 465 €
Balance générale	819 206 €	-102 349 €	3 302 563 €	203 343 €	-10 871 €	2 786 €	19 508 €	4 234 187 €

\* Emprunt mis en place sur 2023

## CAF retraitée

Libellé	BP Général	Eau	Assainis- sement	Forêt	Chaudière Mi-Cour	Tourisme	Cinéma	Cumul
Résultat de fonctionnement net	347 464 €	41 003 €	121 643 €	91 602 €	-2 673 €	92 162 €	12 608 €	703 808 €
Transferts entre sections	45 000 €		0 €	75 000 €	0 €	-120 000 €		0 €
Amortissements & provisions	275 482 €	68 530 €	209 554 €	0 €	11 664 €	117 104 €	0 €	682 334 €
Reprise sur provisions	-1 920 €	-4 484 €	-34 014 €	0 €	-5 299 €	-4 383 €		-50 100 €
CAF	666 026 €	105 049 €	297 183 €	166 602 €	3 692 €	84 882 €	12 608 €	1 336 042 €
Intérêts sur emprunts	60 003 €	8 228 €	33 452 €	3 €	509 €	1 632 €	0 €	103 826 €
Annuité d'emprunts 2022 (K + intérêts)	-689 843 €	-61 165 €	-243 006 €	-475 €	-15 206 €	-118 890 €		-1 128 584 €
CAF Nette retraitée	36 186 €	52 112 €	87 629 €	166 130 €	-11 005 €	-32 376 €	12 608 €	311 283 €

## RESULTATS A REPORTER

Libellé	BP Général	Eau	Assainis- sement	Forêt	Chaudière Mi-Cour	Tourisme	Cinéma	Cumul
Résultat de fonctionnement à reporter	1 150 041 €	96 035 €	327 527 €	220 987 €	-2 538 €	92 162 €	19 508 €	1 903 722 €
Excédent d'investissement à reporter	0 €		2 975 036 €					2 975 036 €
Affectation de résultat	-330 835 €	-198 384 €		-17 644 €	-8 332 €	-89 376 €	0 €	-644 571 €
Résultats à reporter	819 206 €	-102 349 €	3 302 563 €	203 343 €	-10 871 €	2 786 €	19 508 €	4 234 187 €

Dont 3 302 K€ d'excédent sur l'assainissement à transférer tout ou partie à la CCDB

## RESULTATS CONSOLIDÉS 2021

Libellé	BP Général	Eau	Assainis- sement	Forêt	Chaudière Mi-Cour	Tourisme	Cinéma	Cumul
<b>FONCTIONNEMENT</b>								
Recettes de fonctionnement	5 013 936 €	205 011 €	616 323 €	361 803 €	25 030 €	265 740 €	6 900 €	6 494 743 €
Dépenses de fonctionnement	-3 747 487 €	-87 013 €	-250 741 €	-157 509 €	-17 135 €	-151 626 €	0 €	-4 411 511 €
Résultat de fonctionnement	1 266 450 €	117 998 €	365 582 €	204 294 €	7 895 €	114 114 €	6 900 €	2 083 233 €
Dont résultat reporté	-498 121 €	-101 157 €	-117 764 €	-235 212 €	-133 €	0 €	-2 400 €	-954 787 €
Recettes nettes	4 515 815 €	103 854 €	498 559 €	126 591 €	24 897 €	265 740 €	4 500 €	5 539 956 €
Résultat net fonctionnement	768 329 €	16 841 €	247 818 €	-30 918 €	7 762 €	114 114 €	4 500 €	1 128 446 €
<b>INVESTISSEMENT</b>								
Recettes d'investissement	2 518 181 €	109 684 €	3 635 574 €	39 652 €	18 874 €	192 165 €		6 514 130 €
RAR Recettes	933 572 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		933 572 €
Excédent/déficit reporté	114 932 €	-6 709 €	-53 620 €	-35 750 €	-7 211 €	-259 527 €		-247 885 €
Dépenses d'investissement	-2 930 783 €	-111 619 €	-345 136 €	-14 986 €	-19 424 €	-133 174 €		-3 555 122 €
RAR Dépenses	-1 105 240 €	-54 322 €	-33 534 €	-63 826 €	0 €	0 €		-1 256 922 €
Résultat net section d'investissement	-469 338 €	-62 966 €	3 203 284 €	-74 910 €	-7 761 €	-200 536 €	0 €	2 387 773 €
<b>Balance générale</b>	<b>797 111 €</b>	<b>55 032 €</b>	<b>3 568 866 €</b>	<b>129 384 €</b>	<b>134 €</b>	<b>-86 422 €</b>	<b>6 900 €</b>	<b>4 471 005 €</b>

## 7 – Ratios

### 1 Dépenses de fonctionnement

#### 1-1 Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie / Population

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	France 2021
DRF hors travaux en régie	4 023 209 €	4 283 947 €	4 146 552 €	3 625 563 €	3 730 177 €	3 751 602 €	3 643 375 €	3 507 966 €	3 790 277 €	
Population	5 437	5 443	5 448	5 514	5 506	5 416	5 311	5 228	5 247	
<b>Ratio</b>	<b>740 €</b>	<b>787 €</b>	<b>761 €</b>	<b>658 €</b>	<b>677 €</b>	<b>693 €</b>	<b>686 €</b>	<b>671 €</b>	<b>722 €</b>	<b>1 043 €</b>

Ce ratio traduit, en € par habitant, le niveau de service rendu à la population

Dont 100 K€ de dépenses exceptionnelles / dépollution Ropp & terrains STC

#### 1-2 Charges de personnel / Dépenses Réelles de Fonctionnement

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	France
Frais de personnel net	1 780 837 €	1 944 258 €	1 853 925 €	1 757 456 €	1 961 738 €	2 019 628 €	1 972 542 €	1 962 886 €	1 972 153 €	
Frais de personnel / habitant	328 €	357 €	340 €	319 €	356 €	373 €	371 €	375 €	376 €	
DRF	4 023 209 €	4 283 947 €	4 146 552 €	3 625 563 €	3 730 177 €	3 751 602 €	3 643 375 €	3 507 966 €	3 790 277 €	
<b>Ratio</b>	<b>44,26%</b>	<b>45,38%</b>	<b>44,71%</b>	<b>48,47%</b>	<b>52,59%</b>	<b>53,83%</b>	<b>54,14%</b>	<b>55,96%</b>	<b>52,03%</b>	<b>58,01%</b>

Ce ratio exprime en % la part des frais de personnel sur les dépenses réelles de fonctionnement

Dont 150 K€ de facturation AP 2R faisant l'objet d'une provision pour dépréciation

## 2 Recettes de fonctionnement

### 2-1 Recettes réelles de fonctionnement / Population

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	France
RRF	4 979 310 €	4 967 547 €	4 741 974 €	4 753 275 €	4 395 993 €	4 279 984 €	4 292 216 €	4 474 850 €	4 547 009 €	
Population	5 437	5 443	5 448	5 514	5 506	5 416	5 311	5 228	5 247	
<b>Ratio</b>	<b>916 €</b>	<b>913 €</b>	<b>870 €</b>	<b>862 €</b>	<b>798 €</b>	<b>790 €</b>	<b>808 €</b>	<b>856 €</b>	<b>867 €</b>	<b>1 196 €</b>

Ce ratio exprime en € par habitant, le montant des recettes, provenant de la fiscalité et de l'état, dont dispose la collectivité pour financer la gestion des services municipaux

### 2-2 Dotation globale de fonctionnement / Population

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	France
DGF (y compris DSR)	1 082 652 €	990 762 €	892 191 €	841 557 €	599 397 €	554 457 €	523 139 €	502 737 €	484 894 €	
Population	5 437	5 443	5 448	5 514	5 506	5 416	5 311	5 228	5 247	
<b>Ratio</b>	<b>199 €</b>	<b>182 €</b>	<b>164 €</b>	<b>153 €</b>	<b>109 €</b>	<b>102 €</b>	<b>99 €</b>	<b>96 €</b>	<b>92 €</b>	<b>153 €</b>

Ce ratio exprime en € par habitant, le volume de dotation globale de fonctionnement que l'Etat verse

à la ville pour l'aider à financer les services municipaux - Y compris compensation part salaires TP incluse depuis 2018 dans l'AC CCDB

Manque à gagner suite à la baisse c- 42 807 € - 135 939 € - 235 545 € - 299 841 € - 540 345 € - 566 655 € - 576 238 € - 579 459 € - 601 235 € -3 578 064 €

### 3 Fiscalité locale directe

### 3-1 Produit des 3 taxes directes locales / Population

[illegible]

Ce ratio exprime en € par habitant, le montant moyen des impôts levés sur le territoire

### 3-2 Produit des 3 taxes directes + FPU / Population

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Produit fiscal				2 473 764 €	2 500 130 €	2 529 867 €	2 545 662 €	2 659 151 €	2 711 716 €
Ratio				449 €	454 €	467 €	479 €	509 €	517 €
France									

Ce ratio mesure la pression fiscale de la collectivité comparée à la pression fiscale de l'ensemble des communes de France

#### 4 Dépenses d'équipement Public

#### 4-1 Equipment Public / Population

[illegible]

Ce ratio exprime le montant des dépenses d'Équipement Public que la ville consacre par habitant

#### 4-2 Taux d'équipement

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
DEP	2 359 135 €	1 345 843 €	2 031 214 €	3 430 776 €	3 659 069 €	2 064 113 €	726 149 €	1 180 891 €	1 160 531 €
Recettes de fonctionnement	4 979 310 €	4 967 547 €	4 741 974 €	4 753 275 €	4 395 993 €	4 279 984 €	4 292 216 €	4 474 850 €	4 547 009 €
<b>Ratio</b>	<b>47,38%</b>	<b>27,09%</b>	<b>42,83%</b>	<b>72,18%</b>	<b>83,24%</b>	<b>48,23%</b>	<b>16,92%</b>	<b>26,39%</b>	<b>25,52%</b>

Ce ratio mesure l'effort d'équipement de la ville par rapport à ses recettes de fonctionnement

## 5 Endettement communal

### 5-1 Dette communale / Population

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Dette	4 363 821 €	4 203 566 €	4 849 246 €	5 783 869 €	6 186 325 €	5 971 275 €	5 390 884 €	5 222 745 €	4 597 237 €
Population	5 437	5 443	5 448	5 514	5 506	5 416	5 311	5 228	5 247
<b>Ratio</b>	<b>803 €</b>	<b>772 €</b>	<b>890 €</b>	<b>1 049 €</b>	<b>1 124 €</b>	<b>1 103 €</b>	<b>1 015 €</b>	<b>999 €</b>	<b>876 €</b>

Ce ratio exprime le niveau d'endettement de la Collectivité en € par habitant

<b>France</b>
<b>775 €</b>

### 5-2 Dettes communale / Recettes Réelles de fonctionnement

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Dette	4 363 821 €	4 203 566 €	4 849 246 €	5 783 869 €	6 186 325 €	5 971 275 €	5 390 884 €	5 222 745 €	4 597 237 €
RRF	4 979 310 €	4 967 547 €	4 741 974 €	4 753 275 €	4 395 993 €	4 279 984 €	4 292 216 €	4 474 850 €	4 547 009 €
<b>Ratio</b>	<b>87,64%</b>	<b>84,62%</b>	<b>102,26%</b>	<b>121,68%</b>	<b>140,73%</b>	<b>139,52%</b>	<b>125,60%</b>	<b>116,71%</b>	<b>101,10%</b>

Ce ratio exprime ce qu'il faudrait à la collectivité pour se désendetter totalement, si elle consacrait l'intégralité de ses recettes de fonctionnement au remboursement des emprunts. La dette prend en compte le crédit-relais sur les bâtiments Gomez de 700 K€

La baisse des taux de fiscalité impacte significativement ce ratio depuis 2017

<b>France</b>

### 5-3 Dette / EBF

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Dette	4 363 821 €	4 203 566 €	4 849 246 €	5 783 869 €	6 186 325 €	5 971 275 €	5 390 884 €	5 222 745 €	4 597 237 €
EBF (RRF-DRF)	956 101 €	683 600 €	595 422 €	1 127 712 €	665 816 €	528 382 €	648 841 €	966 884 €	756 732 €
<b>Ratio</b>	<b>4,56</b>	<b>6,15</b>	<b>8,14</b>	<b>5,13</b>	<b>9,29</b>	<b>11,30</b>	<b>8,31</b>	<b>5,40</b>	<b>6,08</b>

<b>France</b>

## 6 Marge de manœuvre de la collectivité

### 6-1 Marge d'autofinancement courant

Remboursement de la dette	565 815 €	558 705 €	452 770 €	663 090 €	590 733 €	606 242 €	654 729 €	618 773 €	629 840 €
Hors crédit relais STC 700 K€									
DRF + Rbt de la dette	4 589 024 €	4 842 652 €	4 599 322 €	4 288 653 €	4 320 910 €	4 357 844 €	4 298 104 €	4 126 739 €	4 420 117 €
RRF	4 979 310 €	4 967 547 €	4 741 974 €	4 753 275 €	4 395 993 €	4 279 984 €	4 292 216 €	4 474 850 €	4 547 009 €
<b>Ratio</b>	<b>92,16%</b>	<b>97,49%</b>	<b>96,99%</b>	<b>90,23%</b>	<b>98,29%</b>	<b>101,82%</b>	<b>100,14%</b>	<b>92,22%</b>	<b>97,21%</b>

France	

Taux de couverture des dépenses obligatoires de la collectivité par les recettes réelles de fonctionnement

RRF	4 979 310 €	4 967 547 €	4 741 974 €	4 753 275 €	4 395 993 €	4 279 984 €	4 292 216 €	4 474 850 €	4 547 009 €
DRF + Rbt de la dette	4 589 024 €	4 842 652 €	4 599 322 €	4 288 653 €	4 320 910 €	4 357 844 €	4 298 104 €	4 126 739 €	4 420 117 €
<b>MAC</b>	<b>390 286 €</b>	<b>124 895 €</b>	<b>142 652 €</b>	<b>464 622 €</b>	<b>75 083 €</b>	<b>- 77 860 €</b>	<b>- 5 888 €</b>	<b>348 111 €</b>	<b>126 892 €</b>
<b>MAC / Habitant</b>	<b>72 €</b>	<b>23 €</b>	<b>26 €</b>	<b>84 €</b>	<b>14 €</b>	<b>14 €</b>	<b>1 €</b>	<b>67 €</b>	<b>24 €</b>
	7,84%	2,51%	3,01%	9,77%	1,71%	-1,82%	-0,14%	7,78%	2,79%

France	